



Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation
et l'agriculture



RENFORCER LES POLITIQUES SECTORIELLES POUR AMÉLIORER LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET LA NUTRITION

Pêches et aquaculture



Ces notes d'orientation politique ont été produites dans le cadre du partenariat stratégique établi entre la FAO et la Direction de la coopération internationale et du développement de la Commission européenne dans le but de renforcer la sécurité alimentaire et nutritionnelle, l'agriculture durable et la résilience. Le contenu de cette publication est la responsabilité exclusive de la FAO et ne peut en aucun cas être considéré comme un reflet des positions de l'Union européenne.

La présente note d'orientation politique a été élaborée par Edward Allison et Zachary Koehn de l'Université de Washington et Nicole Franz, Esther Wiegiers et Karel Callens de la FAO, avec le concours de Marisa Nixon, Hannah Russell, Shakuntala Thilsted, Denis Hellebrandt de Silva, Juliana Herrera Correal, Matthias Leitner, Yvette Diei-Ouadi et Esther Garrido Gamarro.

Les appellations employées dans ce produit d'information et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) aucune prise de position quant au statut juridique ou au stade de développement des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites. La mention de sociétés déterminées ou de produits de fabricants, qu'ils soient ou non brevetés, n'entraîne, de la part de la FAO, aucune recommandation ou approbation desdits produits de préférence à d'autres de nature analogue qui ne sont pas cités.

Les opinions exprimées dans ce produit d'information sont celles du/des auteur(s) et ne reflètent pas nécessairement les vues ou les politiques de la FAO.

La FAO encourage l'utilisation, la reproduction et la diffusion des informations figurant dans ce produit d'information. Sauf indication contraire, le contenu peut être copié, téléchargé et imprimé aux fins d'étude privée, de recherches ou d'enseignement, ainsi que pour utilisation dans des produits ou services non commerciaux, sous réserve que la FAO soit correctement mentionnée comme source et comme titulaire du droit d'auteur et à condition qu'il ne soit sous-entendu en aucune manière que la FAO approuverait les opinions, produits ou services des utilisateurs.

Toute demande relative aux droits de traduction et d'adaptation, à la revente ou à d'autres droits d'utilisation commerciale doit être présentée au moyen du formulaire en ligne disponible à www.fao.org/contact-us/licence-request ou adressée par courriel à copyright@fao.org.

Les produits d'information de la FAO sont disponibles sur le site Web de la FAO (www.fao.org/publications) et peuvent être achetés par le biais de publications-sales@fao.org.

© FAO, 2017

La présente publication a été produite avec l'aide de l'Union européenne. Le contenu de cette publication est la responsabilité exclusive de la FAO et ne peut en aucun cas être considéré comme un reflet des positions de l'Union européenne.



RENFORCER LES POLITIQUES SECTORIELLES POUR AMÉLIORER LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET LA NUTRITION

Cette note d'orientation politique s'inscrit dans une série de publications produites par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), la Direction de la coopération internationale pour le développement (DEVCO) de la Commission européenne et leurs partenaires afin d'aider les décideurs à traiter la situation d'insécurité alimentaire et malnutrition de leur pays. Chaque note fournit des orientations sur la façon de mieux cibler les politiques sectorielles afin de parvenir à des résultats durables en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle.

Table des matières

Introduction	1
But de la présente note d'orientation	2
Liens entre les pêches, la sécurité alimentaire et la nutrition	4
L'absence de questions de sécurité alimentaire et nutritionnelle dans l'agenda du secteur des pêches	12
Approche par étapes	
Aborder la sécurité alimentaire et la nutrition dans le cadre des politiques des pêches et de l'aquaculture	13
Étape 1. Réaliser une analyse de la situation	13
Étape 2. Cartographier le paysage politique du secteur des pêches et de l'aquaculture	20
Étape 3. Analyser le cadre politique	26
Étape 4. Comprendre l'économie politique	34
Observations finales	40
Références	41

Introduction

La présente note d'orientation aborde une question fondamentale: «Quels sont les changements qu'il convient d'apporter aux politiques existantes qui régissent le secteur des pêches et de l'aquaculture de manière à avoir un plus grand impact sur la sécurité alimentaire et la nutrition, et comment réaliser ces changements?» Ce document identifie une série de questions à prendre en compte lorsque l'on tente d'harmoniser les politiques de pêches et de l'aquaculture s'agissant des préoccupations liées à la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Une telle harmonisation serait bénéfique à la fois, tant pour ceux qui vivent de la pêche et de la pisciculture que pour les personnes qui dépendent de l'accès au poisson pour maintenir une alimentation saine.

Le secteur des pêches et de l'aquaculture¹ joue un rôle crucial en matière de sécurité alimentaire, de nutrition et de santé (voir figure 1). Il apporte une contribution directe en fournissant des poissons riches en micronutriments et autres aliments aquatiques² à des milliards de personnes, et une contribution indirecte en fournissant une source de revenus à plein temps ou à temps partiel ou des revenus complémentaires à plus de 100 millions de personnes liées au secteur des pêches, à des activités d'aquaculture, au traitement, au commerce, à la vente de détail et aux industries connexes (Groupe d'experts de haut niveau, 2014).

¹ Le terme «pêches» renvoie généralement à la capture de poissons sauvages, tandis que le terme «aquaculture» renvoie aux poissons qui sont élevés dans des conditions de ferme aquacole, que ce soit dans la mer, en eau douce ou dans des systèmes terrestres comme des citernes fermées. Il existe un continuum allant de la capture d'espèces complètement sauvages à l'aquaculture intensive, certaines espèces étant élevées dans des éclosiers mais relâchées ensuite dans la nature, d'autres espèces constituées de jeunes spécimens capturés à l'état sauvage et élevés dans des exploitations aquacoles, ainsi que de nombreuses autres variations. Lorsqu'il est utilisé de manière générique dans cette note d'orientation, le terme «secteur des pêches» vise à la fois les pêches et l'aquaculture.

² Dans le reste de la présente note d'orientation, le terme «poisson» est utilisé pour désigner à la fois des poissons à écailles et des fruits de mer (mollusques et crustacés). D'autres animaux aquatiques (par exemple, échinodermes, amphibiens, reptiles et mammifères marins) sont aussi pris en considération, le cas échéant. Sauf indication contraire, les plantes aquatiques (principalement les algues marines) ne sont pas incluses.



Messages clés

- L'agenda politique du secteur des pêches et de l'aquaculture tend à être axé sur les intérêts économiques et, dans une moindre mesure, sur les intérêts sociaux, et il sous-évalue l'importance de ce secteur pour la sécurité alimentaire et la nutrition.
- Là où l'importance du poisson n'est pas reflétée dans les politiques relatives à la sécurité alimentaire et nutritionnelle et la santé publique, priorité devrait être accordée à combler les lacunes de données et de connaissances, de manière à pouvoir identifier les changements et investissements politiques nécessaires pour rendre le secteur sensible aux préoccupations liées à la nutrition.
- Tout examen du potentiel du secteur pour mieux contribuer à la sécurité alimentaire et nutritionnelle doit évaluer ce potentiel pour accroître la disponibilité et l'accès au poisson mais aussi pour comprendre ce qui oriente la demande.
- Les politiques et les interventions en matière de pêches et d'aquaculture tenant compte des considérations liées à la nutrition sont confrontées à un triple défi: collaborer avec le secteur des pêches et de l'aquaculture pour inscrire la sécurité alimentaire et la nutrition dans leur programme, travailler avec le secteur des pêches et de l'aquaculture pour veiller à ce que les intérêts de ce secteur (et la sécurité alimentaire) soient pris en compte dans la planification des bassins fluviaux et de l'espace maritime; et veiller à ce que ces questions restent inscrites à l'ordre du jour dans le contexte des négociations transfrontières sur l'utilisation et l'allocation des ressources.
- L'absence d'une approche des politiques tenant compte des considérations liées à la nutrition pour les pêches de capture et l'aquaculture constitue une opportunité inexploitée qui doit être mise à profit afin de garantir des régimes alimentaires sains et durables pour tous.

Le commerce local et international du poisson et les licences qui permettent d'accéder à des ressources halieutiques ou des frais de location des zones maritimes pour des activités d'aquaculture apportent également des contributions importantes aux balances commerciales nationales et aux recettes de l'État. Les entreprises, qui vont des économies ménagères aux sociétés multinationales de fruits de mer intégrées verticalement, tirent des bénéfices commerciaux de la capture, de l'aquaculture, du traitement, du commerce et de la distribution de poisson. Ces bénéfices contribuent à leur tour à la croissance et à la prospérité, du niveau local au niveau national.

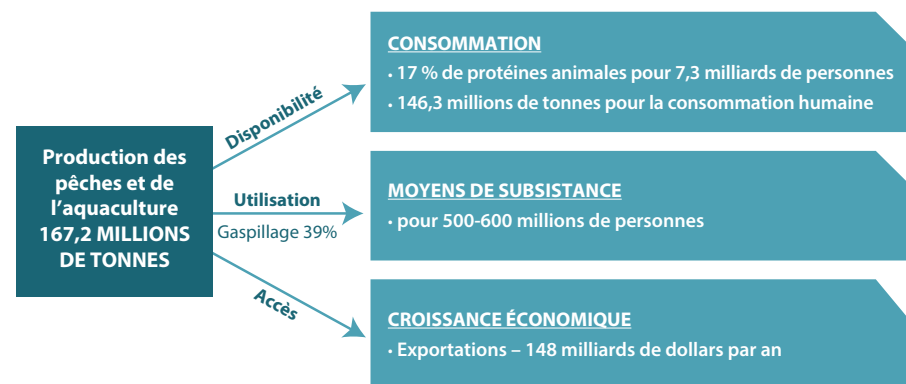
Dans ces systèmes de production animale particulièrement variés, les différentes voies qui lient les poissons à la sécurité alimentaire, la nutrition et la santé de l'homme varient en importance. Par conséquent, les politiques nationales et régionales destinées à accroître la contribution du secteur des pêches à la sécurité alimentaire et nutritionnelle se doivent d'être tout aussi diversifiées. Les voies qui offrent le meilleur potentiel de contribution au bien-être de l'Homme diffèrent d'un pays à l'autre, ainsi qu'entre la pêche individuelle et les zones piscicoles et les communautés et les entreprises connexes.

But de la présente note d'orientation

La présente note d'orientation vise à identifier les compromis et les synergies possibles entre les objectifs des politiques des pêches et de l'aquaculture et les objectifs liés à la sécurité alimentaire et la nutrition, et propose l'élaboration d'options politiques sur la base de synergies potentielles. Les décideurs des secteurs des pêches, du développement économique et social et de la santé publique aux niveaux local, national, régional et mondial, sont confrontés aux défis suivants:

- Comment le secteur des pêches et de l'aquaculture peut-il contribuer davantage à une alimentation nutritive et sûre pour les hommes et les femmes touchés par les retards de croissance, l'émaciation et les carences en micronutriments, en particulier ceux dont les moyens de subsistance dépendent de la pêche et de l'aquaculture et les consommateurs qui considèrent le poisson comme un aliment privilégié pour des raisons culturelles, dans les cas où il n'existe pas de solutions de remplacement?

FIGURE 1. Liens entre les pêches et la sécurité alimentaire: contributions mondiales des pêches et de l'aquaculture à la sécurité alimentaire et à la nutrition - voies directes et indirectes



Source: Données fournies par la FAO (2016). Sumaila et The (2013).

- Comment le secteur des pêches et de l'aquaculture peut-il mieux contribuer à la protection des revenus et des moyens de subsistance des pauvres vulnérables, en accordant une attention particulière aux femmes et aux jeunes, face à la concurrence autour des ressources et à l'augmentation de la demande mondiale de poisson?
- Comment l'offre en poisson, y compris la production et l'utilisation après capture, peut-elle être durablement augmentée en dépit des ressources limitées, de l'inégalité généralisée entre les sexes, des effets sur l'environnement, y compris les incidences du changement climatique, et de la concurrence des autres utilisateurs pour les terres et l'eau?
- Comment l'offre durable des pêches et de l'aquaculture peut-elle continuer à s'adapter à la croissance démographique et à l'augmentation de la demande des consommateurs?

Dans chaque cas, la principale question est de savoir quels sont les changements nécessaires aux politiques existantes et comment ces changements peuvent être menés à bien. La présente note d'orientation adopte l'approche par étapes décrite dans la note d'orientation préliminaire pour s'attaquer à ces questions et identifier les options politiques pour relever les défis liés à la sécurité alimentaire et à la gouvernance des pêches et tirer parti des possibilités qui se présentent aux niveaux local, national et régional. La première étape consiste à analyser la situation afin de comprendre dans quelle mesure les pêches et l'aquaculture contribuent à la sécurité alimentaire, la nutrition et la santé, et à définir les problèmes de gouvernance que posent la sécurité alimentaire et le secteur des pêches.

Les deuxième et troisième étapes s'appuient sur les récentes réformes de la gouvernance du secteur des pêches et l'évolution de l'intérêt politique à l'égard de l'agriculture tenant compte de la nutrition afin d'identifier l'éventail d'options et d'instruments politiques susceptibles d'être mis en œuvre pour améliorer la cohérence entre les pêches et l'aquaculture, la sécurité alimentaire et les politiques de santé publique. La quatrième étape vise à développer une compréhension de l'économie politique du secteur des pêches et de l'aquaculture afin d'identifier les possibilités offertes et de faciliter le changement de politique.

Liens entre les pêches, la sécurité alimentaire et la nutrition

Le poisson est une source importante de protéines animales, et selon les estimations de la FAO, en 2014, il a représenté 17 pour cent de la consommation en protéines animales de la population mondiale (FAO, 2016). Outre les protéines, certains micronutriments contenus dans des aliments d'origine animale, comme le fer et la vitamine A, sont plus facilement absorbés par l'organisme, et on ne trouve de la vitamine B12 que dans des aliments d'origine animale. L'encadré 1 récapitule les données récentes dont on dispose concernant les bienfaits de la consommation de poisson pour la santé.

La croissance de la production piscicole a contribué à l'augmentation de la consommation de poisson en faisant baisser les prix mondiaux du poisson, accroissant ainsi l'accès économique pour tous hormis pour les consommateurs les plus pauvres (FAO, 2015b). La production de poissons d'élevage augmente plus rapidement que tout autre secteur alimentaire et devrait jouer un rôle de plus en plus important dans l'apport de nutriments essentiels provenant du poisson et des produits halieutiques, bien que les différences de valeur nutritive entre poissons d'élevage et poissons sauvages (due en partie à une diminution de l'utilisation de la farine de poisson) laissent penser que l'un ne peut pas directement se substituer à l'autre en termes de santé (Beveridge *et al.*, 2013).

Le poisson et les produits liés à la pêche fournissent également une source essentielle de revenus pour de nombreuses communautés dans le monde, étant donné qu'environ 57 millions de personnes sont directement impliquées dans le secteur de la production et de la capture (FAO, 2016). La pêche à petite échelle est une source essentielle de possibilités d'emploi et de recettes connexes (voir encadré 2). Dans le monde, plus de 90 pour cent des personnes qui dépendent des chaînes de valeur des pêches commerciales opèrent dans le secteur des pêches à petite échelle (Banque mondiale, 2012). En outre, les secteurs secondaires comme la manutention et le traitement fournissent

des emplois à des millions d'autres. Au total, on estime que les pêches et l'aquaculture contribuent aux moyens de subsistance de quelque 10 à 12 pour cent de la population mondiale (FAO, 2014).

Le poisson est l'un des produits alimentaires les plus échangés dans le monde entier, contribuant non seulement à la sécurité alimentaire au niveau local, mais également aux niveaux régional et international. La production et le commerce de poisson contribuent de manière importante à la production agricole mondiale. En 2014, la production de poisson a dépassé 167 millions de tonnes, tandis que la valeur du commerce international de poisson s'élevait à 148 milliards d'USD (FAO, 2016). Une part croissante du poisson qui entre sur les marchés mondiaux découle de l'aquaculture, mais les produits provenant de la pêche de capture restent les plus échangés. Ces systèmes de production ont des rôles complémentaires importants pour satisfaire la demande croissante de poisson et d'autres produits (tels que les aliments pour poissons et l'huile de poisson) et améliorer les revenus et l'état nutritionnel des petits producteurs, des pêcheurs et des consommateurs pauvres. Toutefois, les politiques de pêche sont de plus en plus axées sur la création de valeur par le biais d'exportations vers les zones urbaines et les marchés internationaux. Les réformes de la gouvernance des pêches de capture favorisent l'exclusivité d'accès de façon à lutter contre la surpêche et à tirer parti des économies d'échelle pour optimiser la production économique. Si cela peut être bénéfique à la préservation des ressources et au commerce, cela risque également de réduire la quantité de poisson disponible sur les marchés locaux et de retirer des possibilités de subsistance à de nombreux petits pêcheurs (Béné *et al.*, 2010). Les politiques liées à l'aquaculture ont tendance à mettre l'accent sur l'optimisation de la productivité et l'efficacité économique (Hishamunda *et al.*, 2009). Trop aveuglément mises en œuvre, ces politiques laissent peu de place à la promotion de la diversité des systèmes et des espèces ou à l'accessibilité du poisson pour les consommateurs pauvres, dont les régimes alimentaires sont généralement dépourvus d'aliments riches en nutriments.

La disponibilité du poisson pour les consommateurs est affectée par deux autres questions clés, qui ont une incidence sur l'offre: les déchets alimentaires

ENCADRÉ 1**Les bienfaits de la consommation de poisson pour la santé humaine: quelques données récentes**

Alors que le consensus sur les bienfaits pour la santé de la consommation de poisson s'élargit, un nombre croissant de pays (principalement à revenu élevé) recommandent un niveau minimum de consommation de poisson régulière dans leurs directives diététiques – le Danemark, les États-Unis et le Royaume-Uni en sont trois exemples.

La consommation de poisson est associée à une réduction de 36 pour cent des risques de mortalité par maladie cardiaque alors que la consommation de 60 grammes de poisson par jour est associée à une réduction de 12 pour cent de toutes les causes de mortalité. Les régimes à faible teneur en acides gras omega-3 provenant de produits de la mer correspondaient à 1,4 million de décès en 2010 et sont responsables d'environ 1 pour cent du total mondial d'années de vie corrigées du facteur invalidité (AVCI) liées à la maladie. En outre, la consommation de poisson aux États-Unis est associée de façon significative à une perte de poids à long terme.

Les bienfaits du poisson proviennent en partie de fortes concentrations de minéraux et de vitamines bio-disponibles, d'acides gras essentiels et de protéines animales. Le poisson constitue une riche source de vitamine B12, que l'on trouve uniquement dans les aliments d'origine animale et qui est essentielle pour des fonctions multiples, y compris la croissance, le fonctionnement du cerveau et la

maintenance du système nerveux. En tant que source de calcium hautement bio-disponible, les petits poissons sont particulièrement importants pour le régime alimentaire des pauvres, qui présente souvent des carences en lait et en produits laitiers. Il en va de même pour le zinc et le fer, considérés comme des «nutriments problématiques» à l'échelle mondiale. Le poisson est aussi une source exceptionnelle d'acides gras omega-3 à longue chaîne, dont la consommation pendant la grossesse est liée à la réduction du risque d'accouchement prématuré (et à une augmentation modeste du poids à la naissance), alors qu'une faible consommation de fruits de mer pendant la grossesse augmente le risque de résultats de développement neurologiques sous-optimaux pour l'enfant, y compris au niveau de la cognition et de la motricité fine. En outre, le poisson renforce l'absorption de micronutriments provenant d'aliments végétaux pendant le repas.

La haute teneur en nutriments des poissons renforce la valeur potentielle du poisson associé à un régime alimentaire sain. Les espèces de petits poissons locales qui sont consommés entiers (avec os, tête et viscères, autrement dit très peu de pertes au nettoyage et aucun déchet de table) ont un grand potentiel pour contribuer aux apports en micronutriments. De la même manière, les petits poissons séchés et pilés constituent une source de nutriments extrêmement dense, précieuse pour les jeunes enfants qui font des repas légers en raison des capacités limitées de leur estomac.

Sources: FAO/OMS (2010); FAO (2011); Thilsted et al. (2016).

et la sécurité sanitaire des aliments. Les pertes et le gaspillage ont été estimés à 39 pour cent des poissons débarqués dans le monde (Groupe d'experts de haut niveau, 2014). Les pertes après capture dans les pays à faible revenu se produisent principalement en raison de la médiocrité des infrastructures, de la chaîne du froid (chaîne d'approvisionnement à température contrôlée), des modalités de transformation et des installations de stockage, alors que dans

les pays à revenu élevé, le gaspillage est principalement relevé au niveau de la distribution et des consommateurs. Compte tenu de l'importance du rôle des femmes dans les activités après capture (voir encadré 3), des services consultatifs visant à améliorer leurs connaissances et leurs compétences en matière de traitement, de stockage et de connectivité des marchés peuvent sensiblement contribuer à réduire les pertes après capture.

ENCADRÉ 2



L'importance de la pêche artisanale et de l'aquaculture pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle

Si les pêches à grande échelle capturent plus de poissons, seuls 80 pour cent d'entre eux sont destinés à la consommation humaine directe, alors que presque tous les poissons pêchés de manière artisanale sont directement consommés par l'homme. En termes de production mondiale absolue, les pêches à grande échelle et la pêche artisanale contribuent à part à peu près égale à la consommation humaine (Groupe d'experts de haut niveau, 2014). En outre, la pêche artisanale (y compris les petits exploitants de la transformation et de la commercialisation) emploie 90 pour cent des pêcheurs de la planète, dont la grande majorité dans des pays en développement (Banque mondiale, 2012). Pour chaque million d'USD investi, entre 3 et 30 emplois sont générés dans la pêche à grande échelle, contre 200 à 10 000 dans la pêche artisanale (Groupe d'experts de haut niveau, 2014). Pourtant, le sous-secteur des pêches artisanales reçoit moins de ressources financières et gouvernementales sous la forme d'un appui en matière de politiques et d'investissements dans les infrastructures. Toutefois, la contribution du sous-secteur des pêches artisanales à l'amélioration de la sécurité alimentaire et de la nutrition est de plus en plus reconnue, par exemple dans le document final du Sommet mondial pour le développement durable de Rio +20 («L'avenir que nous voulons»), dans les rapports présentés au Rapporteur spécial de la Commission des droits de

l'homme sur le droit à l'alimentation de l'Assemblée générale des Nations Unies, dans l'adoption des Directives volontaires visant à assurer la durabilité de la pêche artisanale dans le contexte de la sécurité alimentaire et de l'éradication de la pauvreté, et dans l'Objectif de développement durable 14 du Programme des Nations Unies pour l'environnement, qui vise à faciliter l'accès des pêcheurs artisanaux aux marchés (Sommet mondial sur le développement durable, 2013).

Dans le secteur de l'aquaculture continentale en Asie – région et secteur qui dominent la production mondiale de poisson –, des tentatives visant à appuyer l'aquaculture familiale de subsistance et les petits exploitants agricoles par le biais de projets d'aide au développement ont eu relativement peu d'impact sur la production de poisson et sa disponibilité. Au lieu de cela, le secteur a enregistré sa plus grande croissance au niveau des petites et moyennes entreprises, et ce en dépit du peu d'appui apporté par les gouvernements ou les donateurs. Toutefois, les effets de cette croissance sur la réduction de la pauvreté et la sécurité alimentaire sont ambigus. La croissance de l'aquaculture a exercé une pression à la baisse sur les prix du poisson, rendant les poissons plus abordables pour les pauvres mais diminuant parallèlement les revenus des petits pêcheurs, dont beaucoup peuvent être eux-mêmes pauvres et exposés à l'insécurité alimentaire. Les entreprises aquacoles ont également empiété sur les biens communs et les terres des petits agriculteurs, en particulier dans les zones côtières de faible altitude, où les exploitations commerciales de crevettes se trouvent souvent en concurrence avec les petits cultivateurs de riz.

Source: Belton et Thilsted (2014).



ENCADRÉ 3 Le rôle des femmes dans les pêches et l'aquaculture

Dans l'ensemble, les femmes représentaient 19 pour cent de toutes les personnes directement impliquées dans le secteur primaire des pêches et de l'aquaculture en 2014 (FAO, 2016). Parmi la main-d'œuvre qui travaille dans tous les domaines du sous-secteur de la pêche artisanale, 50 pour cent sont des femmes (FAO, 2015c). Les femmes jouent un rôle important dans l'industrie des pêches et pratiquent la pêche de subsistance sur une base saisonnière ou occasionnelle, en particulier dans les pêches continentales. Dans les petites communautés de pêcheurs côtiers, les femmes gèrent et possèdent souvent de petites embarcations et des canoës. Elles sont pour la plupart directement impliquées dans des tâches qualifiées à terre qui leur prennent beaucoup de temps, comme le tissage et la réparation des filets, la transformation et la commercialisation des captures et la fourniture de services aux bateaux. Néanmoins, on s' imagine à tort que les opérateurs de pêche sont les seuls utilisateurs de ressources à prendre en considération dans les processus décisionnels relatifs à ces ressources et à la planification ultérieure de l'aide et que les opérateurs après capture sont moins impliqués. La contribution des femmes à la sécurité alimentaire des ménages grâce à la pêche de subsistance est souvent l'élément clé des stratégies de subsistance des ménages; par exemple, dans les îles du Pacifique Sud, jusqu'à 56 pour cent des captures de subsistance sont effectuées par des femmes. Comme les femmes ont souvent une double charge d'activités économiques et de tâches ménagères, elles sont plus susceptibles d'être absentes ou de ne pas pouvoir faire entendre leur voix lorsque des décisions importantes sont prises concernant la gestion des ressources. Cela a des incidences importantes, car les femmes qui interviennent après la capture peuvent orienter la gestion durable des ressources par l'intermédiaire de leurs revendications responsables et de leur influence sur leurs confrères pêcheurs.

Les femmes occupent fréquemment des emplois occasionnels et faiblement rémunérés, avec des contrats informels, précaires et temporaires qui leur interdisent de percevoir des prestations sociales. Cette situation est également souvent liée à leur faible pouvoir de négociation, au manque d'intérêt manifesté par les décideurs pour remédier aux problèmes spécifiques des femmes et à leur accès limité à des services consultatifs et de formation. Dans certains pays en développement, les femmes sont devenues des entrepreneurs du poisson avec qui il faut compter, et elles administrent et contrôlent d'importantes sommes d'argent, finançant toute une gamme d'entreprises liées au poisson et générant des revenus substantiels pour les ménages et les communautés.

En raison de la surexploitation des ressources, les communautés de pêcheurs recherchent souvent d'autres sources de revenus. Les femmes sont généralement prêtes à entreprendre de nouvelles activités de subsistance (comme l'horticulture et l'agriculture) pour soutenir leurs familles et leurs communautés, courant ainsi le risque d'une surcharge de travail.

Néanmoins, étant donné que les femmes sont rarement reconnues comme pêcheurs à part entière et que leurs activités liées à la pêche sont souvent considérées comme un prolongement de leurs responsabilités ménagères, leur contribution au secteur est sous-estimée et elles ne sont pas adéquatement recensées en tant que «pêcheurs» dans les statistiques officielles. En omettant de remédier aux problèmes sexospécifiques de manière à améliorer la production et la productivité, les politiques ont souvent fait subir des pertes importantes au secteur en termes de revenus et d'optimisation des emplois, de sécurité alimentaire des ménages et de nutrition, en particulier pour les femmes et les hommes pauvres. Il convient de déployer des efforts supplémentaires pour aider les femmes marginalisées, les associer aux processus de prise de décision en les incluant dans des organisations de pêche, et pour accroître leur accès aux ressources financières et physiques, aux technologies, aux connaissances et aux marchés lucratifs, de manière à développer leurs activités et à répondre à leurs besoins et leurs aspirations. Les effets positifs en seront ressentis non seulement par les femmes, mais aussi par leurs familles et leurs communautés, et par la société dans son ensemble.

ENCADRÉ 4



L'importance de la sécurité sanitaire du poisson pour la sécurité alimentaire et la nutrition

Les poissons et les produits de la pêche sont extrêmement périssables. Par conséquent, la sécurité sanitaire est une préoccupation majeure pour le secteur. Les pays en développement jouent un rôle important dans l'approvisionnement des marchés mondiaux, à hauteur de 60 pour cent du volume des exportations de poissons et de 54 pour cent de leur valeur en 2014 (FAO, 2016). La contribution des produits de la pêche à la sécurité alimentaire pourrait être compromise lorsque la sécurité sanitaire n'est pas bien comprise et contrôlée tout au long des chaînes d'approvisionnement du secteur des pêches et de l'aquaculture, chaînes qui sont devenues encore plus complexes en raison du renforcement du traitement et de la mondialisation du commerce. Pour cette raison, les cadres visant à garantir la sécurité sanitaire et à l'inscrire dans le contexte international sont extrêmement importants. Le secteur des pêches s'appuie sur les accords et instruments suivants: l'Article 11 du Code de conduite de la FAO pour une pêche responsable, concernant les pratiques après la capture et le commerce; la Commission du Codex Alimentarius par le biais de plus de 20 normes relatives aux pêches; le Code de bonnes pratiques pour les poissons et produits de la pêche; les textes du Codex Alimentarius comme le Texte de base sur l'hygiène alimentaire; les systèmes d'inspection et de certification des denrées alimentaires à l'importation et à l'exportation, entre autres; et enfin les accords sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires et les obstacles techniques au commerce de l'Organisation mondiale du commerce.

Si certains problèmes de sécurité sanitaire sont communs à l'ensemble du secteur, d'autres questions dépendent de facteurs environnementaux

(par exemple, la salinité, la température et le pH de l'eau), de la nature des innombrables produits de la pêche (céphalopodes, crustacés, poissons, gastéropodes et mollusques) et des méthodes de production (capture à l'état sauvage ou aquaculture). Certains problèmes communs de sécurité sanitaire liés aux produits de la pêche sont les suivants: niveaux d'histamine; mercure, cadmium et autres métaux lourds au-dessus des niveaux maximum admissibles; médicaments vétérinaires et autres produits chimiques au-dessus des niveaux maximum admissibles; présence de biotoxines comme la ciguatera, l'intoxication par phytotoxines paralysantes provenant de crustacés, l'intoxication par phytotoxines diarrhéiques provenant de crustacés, l'intoxication par phytotoxines neurologiques provenant de crustacés, et l'intoxication par phytotoxines azaspiracides provenant de crustacés; présence de microorganismes pathogènes à des niveaux dépassant le plafond autorisé; ou les infestations parasitaires, généralement l'anisakis, qui est plus répandu chez les poissons capturés à l'état sauvage.

Près de 50 pour cent des produits de la mer proviennent de l'aquaculture et certains des problèmes de sécurité sanitaire sont propres à ce secteur. La plupart des problèmes qui se posent au niveau international ont trait à l'utilisation irresponsable d'antimicrobiens et autres médicaments vétérinaires, tels que l'application de substances non autorisées ou leur utilisation à hautes doses, ce qui entraîne des niveaux de résidus de substances autorisées supérieurs aux quantités permises.

Le secteur des pêches est l'une des industries les plus mondialisées et dynamiques du monde. Grâce à cela, chaque année, de plus en plus de pays respectent les prescriptions en matière de sécurité sanitaire, en conformité avec les normes du Codex Alimentarius et les codes de conduite, et en conséquence, les niveaux d'importations/exportations rejetées aux frontières sont en baisse dans les principaux marchés de la pêche.

ENCADRÉ 5



Discussions mondiales sur les politiques: le Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA)

Au cours de sa quarante et unième session, le CSA a adopté une série de recommandations pour maintenir et renforcer la contribution du secteur des pêches et de l'aquaculture à la nutrition et la sécurité alimentaire, y compris les priorités suivantes:

Donner au poisson la place qu'il mérite dans les stratégies, les politiques et les programmes menés en faveur de la sécurité alimentaire et de la nutrition

- Intégrer concrètement le poisson dans les stratégies, les politiques et les programmes menés en faveur de la sécurité alimentaire et de la nutrition, en veillant tout particulièrement à promouvoir le poisson en tant que source de protéines et de micronutriments de qualité.
- Encourager la consommation de poisson en particulier chez les femmes enceintes, les mères allaitantes, les enfants (y compris en misant sur l'alimentation scolaire) et les personnes âgées.
- Promouvoir la sécurité sanitaire du poisson de par l'importance de cet aliment pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle.
- Soutenir tous les efforts visant à remédier aux problèmes de la surcapacité et de la surpêche dans le contexte de la sécurité alimentaire et de la nutrition, conformément au document final de la Conférence Rio+20, «L'avenir que nous voulons».
- Soutenir et promouvoir les initiatives qui permettront de réduire au maximum les rejets de poisson, les pertes post-capture et le gaspillage à toutes les étapes de la chaîne de valeur du poisson.
- Renforcer les statistiques internationales et soutenir la recherche afin de mieux comprendre les incidences de la production et de la consommation de poisson sur la nutrition.

- Tenir compte des connaissances des communautés de pêcheurs locales et autochtones et promouvoir l'utilisation de ces connaissances au service de la sécurité alimentaire et de la nutrition.

Promouvoir des politiques et une gestion permettant d'assurer une pêche et une aquaculture durables et mettre au point des stratégies d'adaptation au changement climatique au service de la sécurité alimentaire et de la nutrition

- Promouvoir l'application du Code de conduite de la FAO pour une pêche responsable afin d'assurer une meilleure contribution de la pêche à la sécurité alimentaire.
- Recueillir des informations et des données qui permettront d'améliorer les connaissances sur les effets du changement climatique sur la capture du poisson et sur la pisciculture et de surveiller les incidences de l'évolution du climat sur les ressources halieutiques.
- Intégrer la question de l'adaptation au changement climatique dans les politiques relatives à la pêche et à l'aquaculture et tenir compte de la pêche et de l'aquaculture dans les politiques en matière de changement climatique, le cas échéant.
- Définir et promouvoir des politiques, des programmes et des activités visant à atténuer l'impact de l'agriculture, y compris par la gestion du déversement de polluants, de sédiments et de nutriments dans les eaux côtières et dans les eaux intérieures.

Intégrer les considérations liées à la sécurité alimentaire et à la nutrition dans les politiques et les programmes des pêches et d'aquaculture

- Promouvoir la mise en œuvre des Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale, en reconnaissant l'importance particulière de l'article 8.3 relatif aux terres, aux pêches et aux forêts qui font l'objet d'une utilisation et d'une gestion collectives.

Encadré 5 (cont.)

10

- Promouvoir la participation des communautés de pêcheurs et des travailleurs du secteur des pêches à toutes les décisions qui influent sur leurs moyens d'existence et sur leur exercice du droit à une alimentation adéquate, tel que défini dans la législation nationale.
- Promouvoir le respect des droits sur les sites et les régimes fonciers établis dont jouissent les populations en situation d'insécurité alimentaire, les communautés de pêcheurs et les populations autochtones et tribales, en tenant compte des Directives volontaires.
- Tenir compte des incidences que peuvent avoir sur la sécurité alimentaire et la nutrition les politiques, les interventions et les investissements intéressant le secteur des pêches et de l'aquaculture et les communautés pratiquant ces activités.
- Intensifier la coopération internationale afin de renforcer la capacité des pays en développement pour:
 - assurer une gestion durable de leurs ressources aquatiques vivantes,
 - prévenir, contrecarrer et éliminer la pêche illicite, non déclarée et non réglementée,
 - promouvoir et soutenir la mise en oeuvre des Directives Volontaires visant à assurer la durabilité de la pêche artisanale dans le contexte de la sécurité alimentaire et de l'éradication de la pauvreté,
 - de faciliter l'accès aux financements et aux marchés en particulier pour les secteurs de la pêche artisanale et de l'aquaculture à petite échelle, et
 - de renforcer les associations de pêcheurs et de pisciculteurs, de manière à renforcer la contribution du poisson à la sécurité alimentaire et à la nutrition.

Source: Rapport de la quarante et unième session du Comité de la sécurité alimentaire mondiale, 2014, présenté à la Conférence de la FAO en 2015 dans le document C 2015/20.

Dans les entreprises de pêche industrialisées, de vastes rejets (part des captures rejetées à la mer) des pêches de capture marines, avant l'arrivée à terre, constituent également des déchets, mais ceux-ci sont en passe d'être réduits à mesure que les technologies sélectives s'améliorent et que le marché des «poissons de rebut» va en s'élargissant. Les politiques appliquées, comme l'interdiction récente des rejets par l'Union européenne, permettent de réduire encore le gaspillage³.

Les problèmes de sécurité sanitaire dans le secteur des pêches résultent d'une mauvaise manutention et transformation après capture, de captures dans des eaux polluées, et de la présence de toxines environnementales – par exemple la ciguatera et l'intoxication par des phytotoxines paralysantes ou causant l'amnésie contenues dans des mollusques, tout cela provenant de poissons et de crustacés ayant ingéré des espèces de micro-algues toxiques (voir encadré 4). Bien que certains poissons (y compris des espèces à longue durée de vie riches en acides gras comme le thon et l'espadon) emmagasinent des métaux lourds (comme le mercure) et des polluants chimiques synthétiques (tels que des biphényles polychlorés ou des BPC), en général, ces polluants ne posent des risques pour les consommateurs qu'à de hauts niveaux de consommation pendant les étapes vulnérables de la vie (par exemple, les femmes enceintes et les mères allaitantes). Dans le secteur de l'aquaculture, les problèmes de sécurité sanitaire peuvent découler de l'intégration de l'élevage (en particulier de volaille et de porcins) dans les systèmes agricoles, au risque de transmission de maladies zoonotiques. L'un des principaux impacts économiques liés aux maladies des poissons et aux cas de pollution est la perte de marchés – y compris au niveau international – qui découle de la médiatisation de ces incidents.

³ Il s'agit notamment de marchés pour les espèces nouvelles, les produits du surimi, l'aquaculture et les aliments pour la volaille et les animaux de compagnie. Les déchets traités par les usines peuvent également intégrer ces marchés.

ENCADRÉ 6



Liens entre les pêches et la sécurité alimentaire et la nutrition – lacunes en matière de connaissances et de données

Absence de données et de suivi: les informations sur l'importance de la pêche en tant que moyen de subsistance pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle, et son rôle au niveau de la consommation, du commerce et de l'emploi, présentent plusieurs lacunes, avec notamment très peu de données ventilées par sexe. On ne dispose pas de données nationales ou mondiales ventilées par sexe et par âge concernant le nombre de personnes tributaires pour leur revenu et leurs moyens de subsistance du secteur des pêches et de l'aquaculture qui sont exposées à l'insécurité alimentaire et à la malnutrition. La production de poisson est souvent sous-déclarée. Une grande part du secteur est informelle (production, transformation et commerce) et donc invisible et non communiquée aux ministères étatiques.

Insuffisance de la recherche: il y a un manque d'évaluations ex-ante et ex-post des politiques et des programmes d'investissement relatifs aux pêches, de sorte qu'il est difficile d'examiner avec rigueur les effets des mesures politiques clés sur les revenus des ménages, la sécurité alimentaire, la nutrition et la santé. L'état de notre compréhension empirique des liens entre la pêche et l'aquaculture et la sécurité alimentaire et nutritionnelle a récemment été examiné pour le Ministère britannique du développement. Selon les conclusions de cette étude (Béné *et al.*, 2012), de nombreux documents fiables démontrent que les poissons contribuent à la nutrition et à la santé. Toutefois, une grande partie de ces documents sont axés sur l'Asie (et plus particulièrement le Bangladesh et le Cambodge), et les informations émanant d'autres pays à faible revenu et à déficit vivrier (en particulier ceux d'Afrique subsaharienne) font généralement défaut. On omet de mettre l'accent sur les groupes vulnérables (par exemple les nourrissons, les femmes enceintes ou les personnes âgées) pour ce qui concerne à la fois les risques et les bienfaits de la consommation de poisson. Fait important, l'état des

recherches actuelles ne permet pas de trancher certains des principaux débats de politique menés autour du secteur, comme la question de savoir si l'augmentation de l'aquaculture se traduit par une réduction des avantages potentiels pour la santé de la consommation de poisson et si les échanges mondiaux de poisson améliorent la sécurité alimentaire et nutritionnelle ou lui portent atteinte. Les recherches et les statistiques sont essentiellement axées sur le secteur de pêches de capture, à prédominance masculine, plutôt que sur la transformation et la commercialisation du poisson, où les femmes jouent un rôle important. En outre, il convient d'améliorer la base de connaissances concernant le rôle des femmes dans la pêche de subsistance et de renforcer leur représentation dans la gestion des pêches afin de faciliter les décisions visant à promouvoir les droits des femmes dans ce secteur, de leur assurer un meilleur accès aux ressources et de leur permettre de contribuer à la formulation de programmes. Pour surmonter cet obstacle, il est nécessaire de disposer de profils de genre (et de pauvreté) afin d'évaluer les incidences des changements dans le secteur des pêches et de l'aquaculture dans une optique tenant compte de la problématique hommes-femmes. Il faudrait disposer d'informations intra-ménage pour évaluer les différents effets des risques et des gains sur les moyens de subsistance des hommes et des femmes, et pour produire des données factuelles à l'intention des décideurs afin que des mesures appropriées puissent être prises pour réduire la vulnérabilité des catégories d'hommes et de femmes les plus touchées.

Complexité des méthodologies de recherche: compte tenu de la complexité de chaque variable, il est difficile d'examiner les liens entre le poisson et la sécurité alimentaire et la nutrition. Il s'agirait de faire la part des relations entre de nombreux facteurs interdépendants, y compris les prix des poissons, les salaires et la sécurité sociale, la diversité alimentaire des ménages, la répartition des aliments à l'intérieur des ménages, la croissance des enfants et d'autres indicateurs de l'état nutritionnel, la concurrence pour les ressources, l'insécurité d'utilisation ou d'accès aux ressources halieutiques, les problèmes liés à l'environnement, les préoccupations relatives à la sécurité sanitaire des aliments et les effets du changement climatique.

L'absence de questions de sécurité alimentaire et nutritionnelle dans l'agenda du secteur des pêches

Le secteur des pêches est menacé par de nombreux problèmes qui compromettent les moyens de subsistance, la sécurité alimentaire et l'état nutritionnel des personnes vulnérables et marginalisées tributaires du secteur. Parmi ces menaces, on prendra pour exemple la surexploitation des ressources (y compris par le biais de la pêche illégale ou «pirate»), la pollution, la destruction des mangroves, la dégradation des récifs coralliens et d'autres zones sensibles, la concurrence pour l'eau et les terres dans les zones côtières et les effets du changement environnemental mondial – y compris le changement climatique et l'acidification des océans. En outre, le commerce international du poisson augmente rapidement par suite de l'accroissement de la demande planétaire, d'où un renforcement de la concurrence entre les acteurs mondiaux du secteur des pêches. Cela a d'importantes conséquences sur les moyens de subsistance des communautés de petits pêcheurs, qui sont moins intégrées dans les chaînes alimentaires et le commerce international et dont les droits fonciers pour les pêches sont souvent mal assurés (FAO, 2015c). En outre, l'aquaculture est confrontée aux problèmes des impacts environnementaux sur la terre, l'eau et la biodiversité, la sécurité sanitaire des consommateurs et la concurrence sur les terres et l'eau avec d'autres utilisateurs (Troell *et al.* 2014). De plus, les inégalités socio-culturelles entre les sexes au niveau de l'accès aux ressources et aux activités rémunératrices entravent la contribution des femmes au secteur des pêches et de l'aquaculture, avec des effets négatifs sur le bien-être et la sécurité alimentaire et la nutrition des ménages.

Pour essayer de relever ces défis, les décideurs ont besoin de trouver un équilibre entre les gains à court terme et les besoins de durabilité à long terme, les différents groupes d'intérêt, et les priorités nationales et les accords internationaux signés par chaque pays. Un large éventail d'instruments de politique nationale est souvent adopté pour développer et réglementer le secteur des pêches et de l'aquaculture, chacun ayant ses propres objectifs qui peuvent être concurrents ou contradictoires et pourraient avoir des incidences différentes sur la sécurité alimentaire et la nutrition des hommes et des femmes vulnérables de tous âges.

En général, l'agenda politique du secteur des pêches et de l'aquaculture tend à être axé sur les intérêts commerciaux, en se concentrant principalement sur l'exploitation à long terme des pêches et des ressources connexes, et l'importance de ce secteur pour la sécurité alimentaire et la nutrition est sous-estimée. À quelques exceptions près (voir encadré 5), les débats de spécialistes des pêches tendent à viser avant tout le traitement des questions de la gestion durable des ressources et de l'efficacité économique et négligent les questions liées à l'impact sur la sécurité alimentaire, la nutrition et les moyens de subsistance des populations (Groupe d'experts de haut niveau, 2014).

En raison du manque général de connaissances et de reconnaissance des liens existant entre le poisson et la sécurité alimentaire et la nutrition, ainsi que de la mauvaise coordination entre les domaines politiques respectifs, la sécurité alimentaire et la nutrition sont souvent mal prises en compte par les mesures de politique relatives aux pêches. Cela est dû en partie à un manque d'information sur les questions de sécurité alimentaire et de nutrition dans le secteur (voir encadré 6).

Toutefois, il existe plusieurs exemples encourageants. En 2013, la Commission des pêches pour la région Asie-Pacifique a reconnu l'importance du poisson pour la sécurité alimentaire et la nutrition dans ses États membres, et a demandé instamment qu'elle soit intégrée à la prise de décisions en matière de politiques. Cela a amené la Commission à recueillir des informations sur la consommation de poisson et de produits de la pêche dans 30 pays de la région Asie-Pacifique (Needham et Funge-Smith, 2014), afin de fournir des informations aux niveaux national et infranational.

Consciente de la nécessité, pour les décideurs en matière de santé publique, de collaborer activement avec les sous-secteurs agricoles, la deuxième Conférence internationale sur la Nutrition a déclaré que «les pêches et l'aquaculture doivent être abordées de manière globale par le biais de politiques publiques coordonnées» (FAO/OMS, 2014). Cet appel en faveur d'une amélioration de la coordination des politiques, de la protection de l'environnement, du renforcement de la production de poisson et de la réduction des pertes et du gaspillage constitue une occasion importante pour souligner le rôle clé que les sous-secteurs agricoles de la pêche de capture et de l'aquaculture sont amenés à jouer en matière de nutrition.

Approche par étapes

Aborder la sécurité alimentaire et la nutrition dans le cadre des politiques des pêches et de l'aquaculture

La présente section porte sur une série de questions et de thèmes visant à identifier les arbitrages et les synergies entre les objectifs des politiques des pêches et de l'aquaculture et les objectifs liés à la sécurité alimentaire et la nutrition, et à proposer des options politiques qui permettraient d'établir des synergies potentielles.

FIGURE 2. **Quatre étapes pour aborder les résultats de sécurité alimentaire et de nutrition dans le cadre des politiques des pêches et de l'aquaculture**



Étape 1 **RÉALISER UNE ANALYSE DE LA SITUATION**

L'objectif de la première étape est de mieux comprendre la nature des problèmes de sécurité alimentaire et de nutrition qui affectent différents segments de la population dépendante du secteur des pêches et de l'aquaculture et leurs multiples causes sous-jacentes. Les populations dépendantes sont celles dont les moyens de subsistance proviennent totalement ou partiellement de la pêche ou de la pisciculture et des activités connexes, ainsi que les consommateurs dont l'état nutritionnel est maintenu ou amélioré par la consommation de poisson. L'accent est mis à la fois sur la situation actuelle et sur les tendances futures qui, tant dans le secteur que dans l'ensemble de la population consommatrice de poisson, sont susceptibles d'aggraver l'insécurité alimentaire et la malnutrition.

Une analyse situationnelle du secteur des pêches et de l'aquaculture aborderait les questions suivantes:

- i) **Quelle est la situation alimentaire et nutritionnelle actuelle et combien d'hommes et de femmes exposés à l'insécurité alimentaire ou souffrant de malnutrition dépendent de la pêche et de l'aquaculture pour leur subsistance?**

La situation de sécurité alimentaire et de nutrition actuelle d'un pays peut d'abord être évaluée dans ses grandes lignes à partir de données existantes. Parmi les principales sources à examiner peuvent figurer notamment les fiches de données de bilan alimentaire national de la FAO, provenant de statistiques sur la production et le commerce, les indicateurs de la sécurité alimentaire de la FAO, qui couvrent les quatre dimensions de la sécurité alimentaire (disponibilité, accès, utilisation et stabilité), l'Indice de la sécurité alimentaire de l'Economist Intelligence Unit (Division de The Economist Group chargée de la recherche et de l'analyse), et les données d'observation et la base de données mondiales sur la croissance de l'enfant et la malnutrition de l'OMS.

À l'heure actuelle, les efforts visant à rassembler et relier les bases de données concernant l'état de santé, la consommation alimentaire, les statistiques du commerce et de la production pour en tirer une source composite unique n'ont pas abouti. En outre, très peu de données ventilées par sexe sont disponibles pour évaluer la situation des hommes et des femmes des communautés de pêcheurs, identifier leurs problèmes spécifiques en matière d'accès aux ressources, aux technologies, aux services et aux institutions, et élaborer des interventions équitables sur mesure.

Les Profils nutritionnels de pays de la FAO⁴ à l'instar des Profils de la pêche par pays réalisés par l'Organisation, fournissent des analyses de situation succinctes utiles mais incomplètes, avec seulement quelques pays qui communiquent des données quantitatives représentatives au niveau national sur la santé, la nutrition et la production alimentaire, le commerce et la consommation.

Par conséquent, ces sources ne sont sans doute pas de nature à refléter le nombre et la variété des programmes et des politiques de nutrition liés au poisson à l'échelle mondiale, mais elles reflètent la relative négligence du secteur s'agissant des principaux efforts de suivi et d'évaluation.

Pour obtenir un tableau plus complet des liens potentiels entre le poisson et la santé et la nutrition, il est préférable, en menant des recherches en ligne ou bibliographiques, de se concentrer sur des termes de recherche spécifiques aux pays et aux régions et de compléter avec la consultation des bases de données mondiales de paramètres normalisés au niveau national, des entretiens dans les pays et des visites auprès des ministères concernés, des programmes de donateurs et des organisations non gouvernementales et de la société civile pour rassembler des informations, en ventilant les données par sexe dans la mesure du possible. L'examen de ces sources de données au niveau des pays permet d'effectuer une évaluation préliminaire

⁴ Profils nutritionnels de pays de la FAO (en anglais) http://www.fao.org/ag/agn/nutrition/profiles_en.stm

afin de déterminer si le poisson joue – ou pourrait jouer – un rôle important dans le cadre d'une alimentation sûre et nutritive dans un pays ou une région donnés. Les indicateurs selon lesquels le poisson pourrait jouer un rôle important dans le domaine de la nutrition et qui encouragent un examen des politiques relatives à la nutrition et aux pêches afin d'identifier les conflits et les synergies, peuvent notamment être les suivants:

- insécurité alimentaire saisonnière ou chronique dans les pays où il existe d'importantes ressources en poissons sauvages – tant dans les eaux intérieures que marines – et où une production aquacole est en place ou possible;
- forte prévalence de retards de croissance et d'émaciation chez les enfants et taux de morbidité et de mortalité maternelle élevés, qui pourraient être liés à des carences en micronutriments disponibles dans le poisson;
- forte incidence de maladies non transmissibles (en particulier les maladies cardiaques) liées à l'alimentation qui pourraient être réduites par une plus grande consommation de poissons riches en omega-3;
- fiches de données de l'équilibre alimentaire national indiquant les niveaux de consommation apparente de poisson (chiffres de production auxquels on soustrait les utilisations non alimentaires, on ajoute les importations et on soustrait les exportations, divisés par la population) qui en font une importante source d'alimentation animale (par exemple au moins 15 pour cent de protéines d'origine animale provenant du poisson);
- présence du poisson dans les données d'enquête sur la consommation alimentaire des ménages en tant qu'article de consommation fréquent;
- coutume locale de consommation de poisson pour des raisons de santé (par exemple, considéré comme une bonne source d'aliments pour les enfants et les femmes enceintes, ou pour se relever d'une maladie);
- tradition d'ajouter du poisson en tant que supplémentation alimentaire pour les nourrissons (par exemple dans les zones côtières d'Afrique de l'Ouest);

- incidences régulièrement enregistrées de cas de maladies d'origine alimentaire associées aux produits de la mer (par exemple la ciguatera ou l'intoxication par phytotoxine paralysante de mollusque);
- utilisation connue du poisson et de la pêche pendant la «saison de la faim» dans les zones de captures vivrières fortement saisonnières (par exemple les régions agricoles pluviales d'Afrique subsaharienne ou les zones soumises à des inondations saisonnières d'Asie du Sud et d'Asie du Sud-Est).

Bien que ces indicateurs puissent donner une idée de la situation actuelle, les faibles niveaux de consommation de poisson associés à des niveaux élevés de malnutrition peuvent signaler une occasion d'accroître la consommation de poisson, ce qui apporterait une solution partielle à ces problèmes. Ici, tout cadrage devrait inclure une analyse historique visant à déterminer si les niveaux de consommation de poisson ont changé.

Les petits pêcheurs, et en particulier les femmes, sont rarement identifiés séparément dans les données de recensement (où ils sont généralement regroupés avec les agriculteurs), de sorte qu'il est difficile d'examiner leur état de santé et de nutrition isolément de l'ensemble de la population. Des niveaux détaillés de la consommation des ménages au sein de chaque foyer (autrement dit, les femmes et les enfants des ménages consomment-ils plus ou moins de poisson que les hommes?) font également défaut, et ce malgré leur pertinence pour la santé publique au niveau communautaire. De la même manière, il peut arriver que les enquêtes nationales représentatives relatives à la pauvreté et à l'insécurité alimentaire négligent entièrement les communautés dépendantes de la pêche. Plusieurs initiatives sont en cours pour tenter d'améliorer les informations relatives à la consommation de poisson par les populations dépendantes de la pêche. Par exemple, la consommation mondiale de poisson par les populations autochtones côtières a récemment fait l'objet d'une évaluation dans le cadre d'une initiative visant à améliorer l'enregistrement des captures artisanales et de subsistance dans les statistiques des pêches nationales et mondiales, et des

efforts sont déployés pour inclure les communautés de pêcheurs dans les enquêtes portant sur le niveau de vie des ménages (Béné *et al.*, 2012).

ii) Qui sont les personnes exposées à l'insécurité alimentaire/souffrant de malnutrition du secteur des pêches et de l'aquaculture et au sein de la population dépendante de la pêche? Quels groupes de population sont les plus touchés? Quels sont les processus qui maintiennent certaines personnes du secteur en état d'insécurité alimentaire?

Comme on l'a indiqué précédemment, on dispose de peu d'informations sur les personnes exposées à l'insécurité alimentaire ou souffrant de malnutrition au sein des communautés de pêcheurs et sur les besoins et priorités spécifiques des hommes et des femmes les plus vulnérables. Il est probable que, lorsque les pêcheurs sont pauvres et marginalisés, les personnes défavorisées au sein de ces communautés seront particulièrement touchées, en particulier les femmes et les jeunes. Par exemple, lorsque les femmes sont exclues des débouchés économiques, leur accès à une quantité suffisante d'aliments nutritifs et à des soins de santé peut être compromis, et leur capacité de fournir une nutrition adéquate à leurs enfants peut également se trouver affectée (voir encadré 7).

En identifiant la pertinence du poisson dans l'alimentation des personnes, il est important de ne pas s'appuyer entièrement sur la quantité de poisson disponible par habitant (ou consommation apparente). Dans les grands pays en particulier, il peut y avoir peu de régions où le poisson est une composante importante du régime alimentaire; l'importance de la pêche dans certaines régions peut être brouillée dans des données nationales qui laissent penser que la dépendance nutritionnelle au poisson est globalement faible. L'Inde et le Brésil en sont deux exemples (voir encadré 8). La plupart des données relatives à la consommation de poisson sont plutôt déduites que démontrées: en effet, elles sont fondées

ENCADRÉ 7



La perche du Nil et la faim autour du Lac Victoria

C'est dans le lac Victoria que sont recensées les plus vastes pêches continentales d'Afrique, et la perche du Nil en est le bien d'exportation le plus précieux. On a fait valoir qu'il existe un lien direct entre les exportations d'une grande part de la production de poisson du lac Victoria et le taux élevé de malnutrition infantile enregistré sur les franges du lac, mais il s'agit d'un raccourci simpliste: c'est la manière dont les revenus tirés de l'exportation commerciale des perches du Nil sont distribués, probablement aggravée par le manque d'hygiène et la prévalence élevée de maladies comme le paludisme et le sida, qui explique la persistance de la malnutrition dans le contexte d'un secteur d'exportation en plein essor. En substance, ce sont les hommes qui contrôlent le secteur des captures et choisissent de les vendre à des usines. Ils contrôlent également les dépenses des ménages. Les revenus qu'ils génèrent ne sont pas toujours dépensés pour nourrir les personnes à leur

charge, et le manque de pouvoir de négociation des femmes sur les décisions relatives aux dépenses de leur ménage a été l'une des principales raisons de la persistance de la malnutrition à la fois chez les femmes et chez leurs enfants.

Ici, le message politique est clair: on ne peut pas attendre d'une amélioration du dynamisme économique du commerce qu'elle entraîne des gains sociaux pour les personnes vulnérables ou exposées à l'insécurité alimentaire à moins de s'attaquer en même temps aux racines de cette vulnérabilité. En l'occurrence, les vulnérabilités découlent de grandes inégalités dans les relations de pouvoir entre les usines et les pêcheurs, et entre les pêcheurs et les femmes au sein des ménages et des communautés. Ce sont ces relations qui permettent à la malnutrition des personnes dépendantes – principalement des jeunes enfants – de persister dans le contexte d'une industrie d'exportation lucrative. Elle n'a rien à voir avec l'exportation de protéines de la région. En l'occurrence, deux réponses politiques envisageables seraient l'établissement de contrats équitables pour les pêcheurs qui vendent aux usines et l'autonomisation économique des femmes.

Source: Résumé de Geheb *et al.* (2008).

sur des données de l'équilibre alimentaire au niveau national. Cela laisse une idée très vague de la quantité de poisson ingérée par les personnes qui ont réellement besoin d'en manger – celles qui souffrent de malnutrition, ont des besoins plus importants (par exemple les femmes enceintes et des enfants) ou dont le régime existant présente des risques pour leur santé, ce qui souligne une fois de plus l'importance de disposer de données ventilées par sexe et par âge. L'émergence d'une classe moyenne urbaine peut considérablement accroître sa consommation de poisson, de sorte que la consommation apparente moyenne nationale augmente alors que la consommation de poisson par les pauvres (ceux qui en ont le plus besoin) peut ne pas refléter la tendance nationale. Cela est indétectable dans les statistiques de consommation apparente nationale, et les mécanismes parfois complexes qui

relient les disponibilités alimentaires et l'accès à l'alimentation et aux soins de santé exigent la conduite d'une analyse détaillée au niveau local (voir par exemple encadré 9).

Il est urgent de disposer de meilleures informations sur les modèles de consommation de poisson par les populations vulnérables sur le plan nutritionnel, en ventilant les données par sexe et par âge chaque fois que cela est possible. Si le rôle du poisson n'est pas pris en compte et reflété par les politiques liées à la nutrition, la sécurité alimentaire et la santé publique, on devrait alors considérer qu'il est primordial de combler les lacunes au niveau des données et des connaissances, de manière à pouvoir identifier les changements de politiques et les investissements nécessaires pour que le secteur tienne compte des questions liées à la nutrition.

ENCADRÉ 8



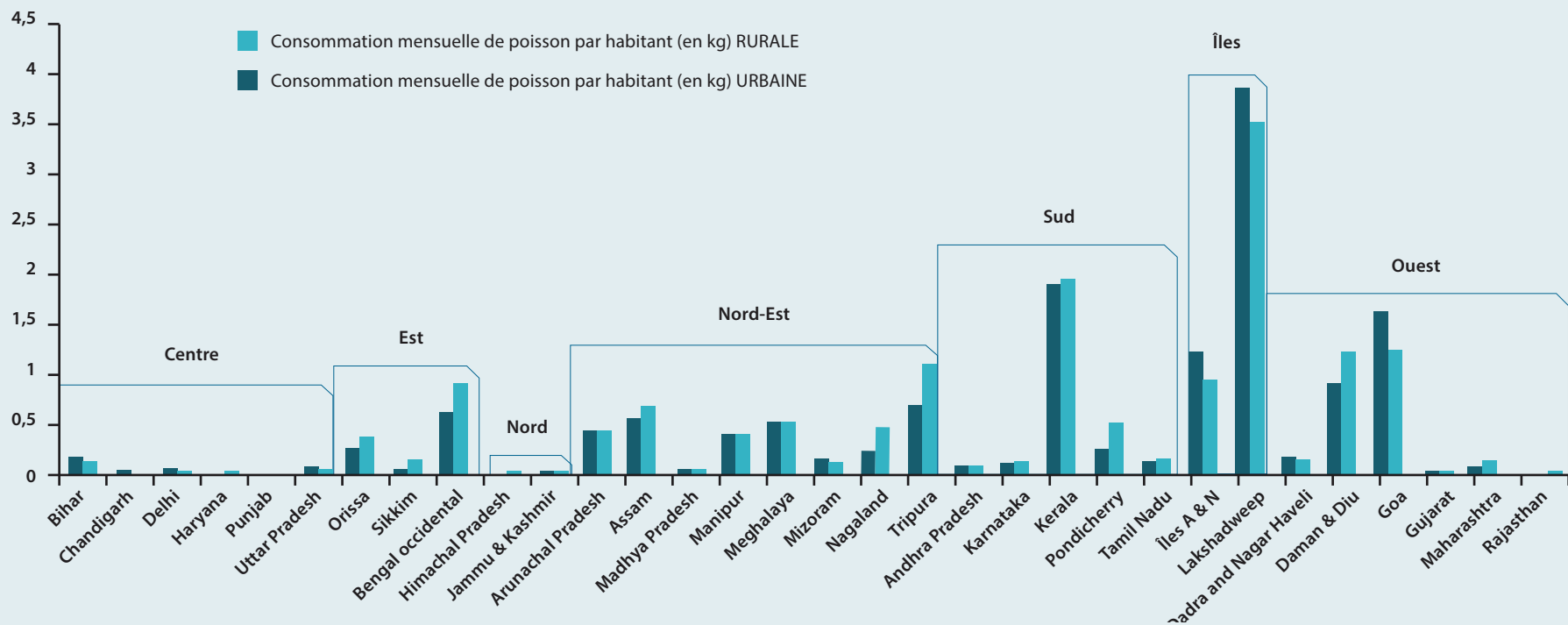
Variation des niveaux de consommation de poisson des pays – les exemples de l'Inde et du Brésil

En Inde et au Brésil, la consommation de poisson est très variable par région, en fonction de la proximité des ressources, de la religion ou d'autres facteurs culturels et historiques. En Inde, la consommation de poisson est plus élevée dans les îles

(par exemple Lakshadweep ou dans les îles d'Andaman et de Nicobar) et dans des régions du Sud et de l'Ouest de l'Inde (par exemple, Kerala et Goa), et elle est assez équivalente (voir Fig. 3a) entre populations rurales et populations urbaines.

Au Brésil, les dépenses absolues et relatives les plus élevées pour le poisson frais sont recensées dans les régions d'Amazonas et de Nordeste (voir Fig. 3b). On notera que souvent, seules des mesures approximatives (comme celles-ci) sont disponibles concernant la consommation de poisson au niveau infranational.

FIGURE 3A. Consommation mensuelle de poisson par habitant en Inde (urbaine et rurale), par État et par région

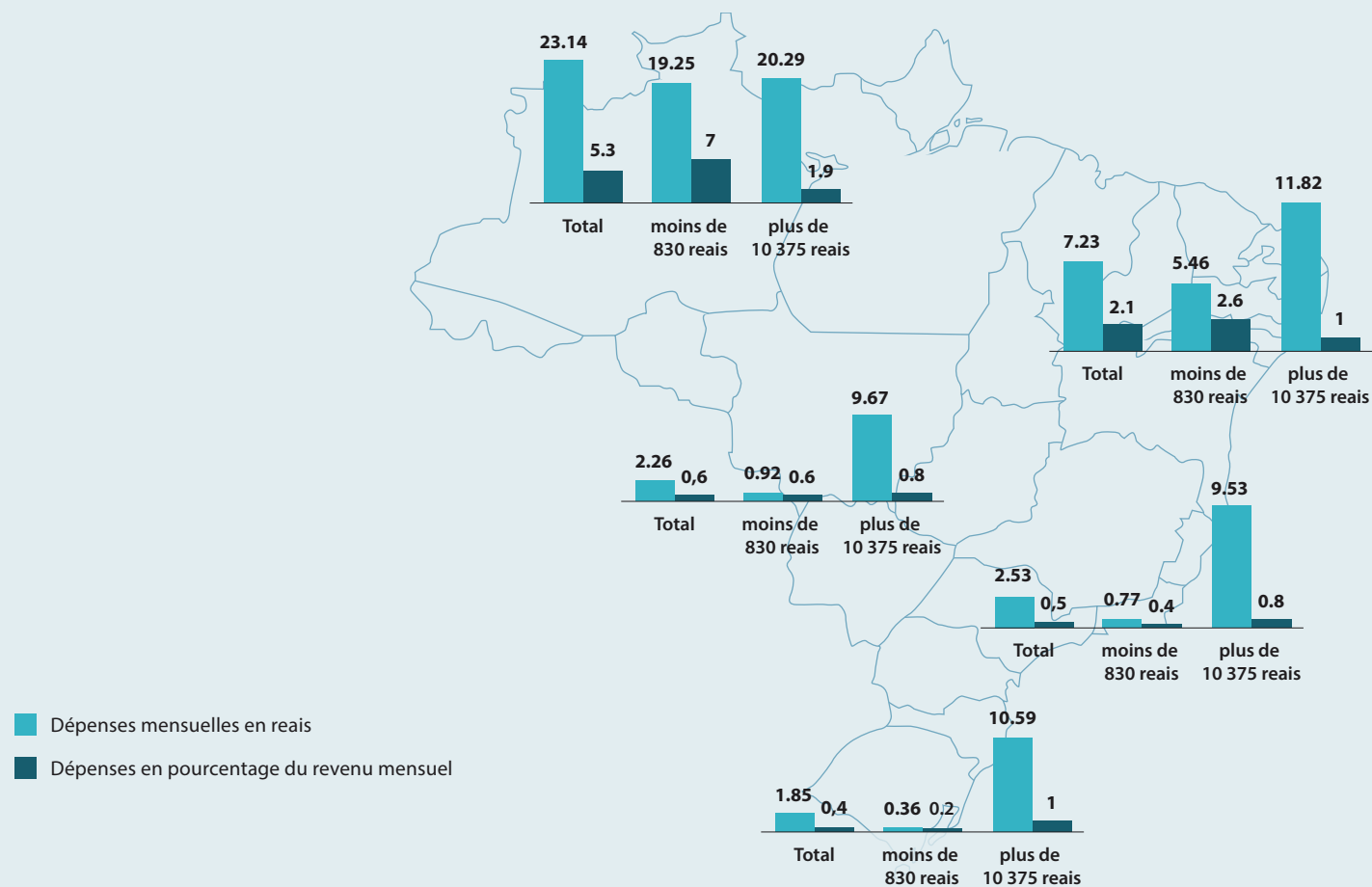


Source: 17e recensement de l'élevage en Inde (2003). Diffusion des données du 17e recensement de l'élevage, 19 janvier 2005, site Web du Ministère de l'agriculture: <http://www.dahd.nic.in>, Gouvernement de l'Inde.

(cont.)

Encadré (cont.)

FIGURE 3B. Achats de poisson frais effectués par les ménages au Brésil, par catégorie de revenu

Sources: IBGE, 2010. Enquête nationale sur le budget des ménages 2008-2009. Instituto Brasileiro de Geografia e Estatística. <http://www.ibge.gov.br/home/>

iii) Quelles sont, sur la durée, les principales tendances qui ont une incidence sur le secteur des pêches et de l'aquaculture et dans quelle mesure celles-ci affectent-elles la situation de différents groupes sur le plan de la sécurité alimentaire et de la nutrition?

Toute étude de cadrage du potentiel du secteur s'agissant de contribuer à la sécurité alimentaire et nutritionnelle doit évaluer comment ce potentiel peut être incité à accroître la disponibilité et l'accessibilité du poisson, et examiner ce qui stimule la demande. Les principaux moteurs de la demande (à la hausse ou à la baisse) sont l'accroissement de la population, la croissance économique, l'urbanisation, la mondialisation des marchés alimentaires et les changements connexes des habitudes de consommation (voir par exemple encadré 9), la prise de conscience des avantages pour la santé et les risques sanitaires perçus de la consommation du poisson.

On s'attend à ce que les pressions exercées sur le secteur des pêches s'intensifient parallèlement à l'augmentation de la densité de la population tropicale, tant dans les terres que le long des côtes, ce qui devrait renforcer le stress environnemental local, si celui-ci n'est pas atténué par une meilleure gestion (Sale *et al.*, 2014). Les effets liés aux changements climatiques peuvent aussi induire une nouvelle dynamique des rôles dévolus aux deux sexes au sein des foyers et des communautés, et les femmes et les jeunes pourraient être plus touchés.

L'offre est affectée par cinq grands facteurs:

- les fluctuations naturelles de la productivité des pêches de capture;
- les régimes de gestion des pêches et leur capacité de réglementer la capture des stocks sauvages dans les mers et les eaux intérieures pour les maintenir à des niveaux viables et de réduire les déchets du type de poissons rejetés à la mer;
- le taux de croissance de l'aquaculture, qui est plus étroitement lié à la demande que la production de poisson sauvage, mais est également affecté par le coût des intrants (principalement les aliments pour animaux), la disponibilité de sites appropriés dans les eaux côtières et continentales, de plus en plus surpeuplées, et les innovations technologiques;
- les changements environnementaux mondiaux associés aux émissions de gaz à effet de serre d'origine anthropique, susceptibles d'avoir une incidence à la fois sur l'aquaculture et sur les pêches;



ENCADRÉ 9

Relier la disponibilité alimentaire et l'accès à la nourriture à la nutrition et à la santé

Les politiques de conservation des ressources peuvent compromettre l'accès à l'alimentation des populations vulnérables. Par exemple, on pense que la malnutrition infantile a augmenté depuis la création d'un parc national marin (Moshy *et al.*, 2013).

Une petite étude de cohorte de la nutrition chez les enfants de moins de cinq ans dans deux villages du Mafia Island Marine Park en Tanzanie a indiqué que la prévalence de l'insuffisance pondérale chez les enfants était élevée dans les deux villages (à 69 pour cent dans l'un et 40 pour cent dans l'autre). Les personnes interrogées dans le premier village attribuaient ces graves problèmes d'insuffisance pondérale à une réduction sensible de la fréquence d'allaitement. Le problème a également été attribué au fait que les mères devaient reprendre le dur travail de culture des algues et de pêche aux poulpes peu de temps après leur accouchement; en effet, certaines sources d'alimentation plus accessibles et certains revenus des ménages n'étaient plus disponibles suite à la création du parc marin, qui a limité l'accès de la population aux ressources qu'elles récoltaient précédemment. En conséquence, les nourrissons ont été nourris très jeunes avec des aliments de substitution de mauvaise qualité. La baisse des revenus familiaux, l'insécurité alimentaire, la modification des rôles dévolus aux deux sexes et les responsabilités accrues pour les femmes sont également perçues comme des problèmes sous-jacents importants qui contribuent à la hausse des niveaux de dénutrition chez les enfants des zones examinées. Les conclusions de l'étude recommandaient une révision des politiques sur les restrictions concernant la pêche, et l'investissement dans l'amélioration du commerce du poisson (avec l'introduction de technologies et pratiques permettant d'alléger le travail) en vue d'accroître la sécurité alimentaire des ménages et de libérer les mères pour qu'elles aient le temps d'allaiter leurs nourrissons et de prendre soin de leurs enfants.

Source: Moshy, VH, Masenge, TJ et Bryceson, I, 2013. Undernutrition among under-five children in two fishing communities in Mafia Island Marine Park, Tanzania. *Journal of Sustainable Development*, 6 (6), p. 1.

- la gestion de la chaîne d'approvisionnement qui affecte les pertes post-capture. Cela peut comprendre des investissements et des mesures spécifiques, y compris des mesures de politique sociale, dans l'objectif d'améliorer la manutention de la pêche artisanale, la commercialisation et la demande responsable ou les progrès des technologies alimentaires et les nouveaux marchés pour les produits provenant des espèces sous-utilisées et des déchets actuellement mis au rebut.

Le cadrage des effets de chacun de ces facteurs représente un défi technique, mais on peut trouver des projections de premier ordre par pays dans la publication FAO/IFPRI/Banque mondiale «Fish to 2030» (Msangi *et al.*, 2013).

Étape 2 CARTOGRAPHIER LE PAYSAGE POLITIQUE DU SECTEUR DES PÊCHES ET DE L'AQUACULTURE

Une fois que la situation du secteur des pêches et de l'aquaculture a été comprise et que sa contribution à la sécurité alimentaire et la nutrition, ainsi que les facteurs qui influent sur leur lien, ont été identifiés, l'étape suivante consiste à définir et décrire les principales mesures de politique du secteur qui ont, ou peuvent avoir, un impact positif ou négatif sur la sécurité alimentaire et la nutrition (à court et à long terme). Le fait de cartographier le contexte politique qui gouverne le secteur des pêches et de l'aquaculture permettrait d'aborder les questions suivantes:

i) Quelles sont les principales mesures politiques nationales dans le secteur des pêches et de l'aquaculture?

Dans la plupart des pays, le cadre de politiques de gestion des pêches de capture est fondé sur un modèle simple qui décrit comment la production augmente parallèlement aux activités de pêche jusqu'à un certain point, puis diminue quand le taux de capture dépasse la productivité naturelle du système (voir encadré 10). La gestion des pêches vise alors à limiter le taux de capture. Les politiques de pêches fixent les priorités pour le secteur national des pêches – par exemple l'optimisation de la rentabilité du secteur, ou la production de poisson, ou encore le maintien du plus grand nombre possible d'emplois du secteur des pêches – et des évaluations halieutiques déterminent quel niveau de pêche peut

être maintenu en fonction de chacun de ces points de référence cibles pour les gestionnaires. Dans le passé, ces politiques ont été extrêmement sectorielles et mal intégrées aux politiques de développement plus larges, même si on a constaté, ces dernières années, une recrudescence des efforts visant à rendre les politiques nationales compatibles avec les objectifs économiques et sociaux plus larges, et avec la préservation de l'environnement.

Dans le secteur de l'aquaculture, la plupart des politiques nationales fixent un objectif de production ambitieux, et si elles s'avèrent efficaces, elles fournissent une politique et une législation propices pour permettre aux investissements du secteur privé (y compris les petites exploitations) de contribuer à la réalisation de cet objectif. En général, les programmes d'aide à l'aquaculture appuyés par l'état et les donateurs visant à soutenir les plus pauvres n'ont pas été particulièrement fructueux, mais les petites et moyennes entreprises privées ont entraîné l'augmentation rapide de l'aquaculture constatée au cours des 30 dernières années, en particulier en Asie.

Sur la base de modèles basiques d'évaluation des pêches, des différents pays peuvent viser des objectifs de politique assez variés, en fonction de la taille de leurs ressources, du potentiel du secteur pour produire des avantages macroéconomiques, de son importance pour l'emploi formel et informel, et du rôle joué par le poisson dans l'alimentation nationale.

Par exemple:

- **Pêches axées sur l'exportation:** la **Namibie** dispose d'importantes ressources halieutiques marines dans le système du courant de Benguela, mais au sein de sa population, peu de personnes marquent une préférence culturelle pour l'intégration de poissons de mer à leur régime alimentaire; quant aux pêches industrielles, elles n'emploient qu'un faible segment de la population, et la Namibie possède peu d'entreprises de pêche à petite échelle. Dans ces circonstances, le fait de louer le droit de pêche à des flottes industrielles (tant nationales qu'étrangères) et de viser à optimiser les recettes (licences et droits d'accès, bénéfices commerciaux et impôts connexes) par rapport aux dépenses est le choix de la politique le plus indiqué. L'objectif de la politique correspond à atteindre le maximum de rendement économique (voir encadré 10). Les contributions à la sécurité

alimentaire nationale se font sous la forme d'une participation généralisée aux recettes publiques, à la balance commerciale et à la croissance économique. Les avantages relatifs à la sécurité alimentaire et à la nutrition en découlent si ces bénéfices macroéconomiques atteignent les pauvres, qu'ils soient hommes ou femmes, par le biais de mesures politiques économiques et sociales de redistribution.

- **Exportation mixte et pêches artisanales:** Au **Ghana** et au **Sénégal**, il existe à la fois des pêches en haute mer pratiquées par des navires industriels (qui paient les gouvernements pour avoir légalement accès aux eaux territoriales de ces pays - même si certains d'entre eux pêchent illégalement) et des pêches côtières pratiquées par la pêche artisanale ou à petite échelle. Il existe également des pêches de lagons côtiers, des pêches fluviales, des pêches de réservoir et des pêches de lac qui font vivre des pêcheurs et des aquaculteurs à plein temps et à temps partiel, des pauvres sans terre qui peuvent être des pêcheurs occasionnels, ainsi que des réseaux de petits commerçants, dont beaucoup sont des femmes. Ici, les objectifs de politique et de gestion varient selon les sous-secteurs des pêches, avec une politique globale qui vise à réduire au minimum les arbitrages entre les objectifs contradictoires consistant à optimiser les recettes, les captures et l'emploi (voir encadré 10). Le fait de viser un rendement économique maximum en n'octroyant ou en ne vendant des droits de pêche qu'à des grandes entreprises dont les activités sont axées sur l'exportation conduirait, du moins à court terme, à des pertes d'emploi et à une perturbation de la commercialisation intérieure de poisson, et pourrait se révéler à la fois irréalisable et indésirable sur le plan politique du point de vue de la santé et de la nutrition. Ainsi, les politiques menées dans ces pays sont un compromis entre l'optimisation des recettes, la disponibilité du poisson pour la consommation et les emplois connexes.
- **Production régionale basée sur l'aquaculture:** en **Égypte**, qui est le plus grand producteur aquacole d'Afrique, l'aquaculture du tilapia et du mullet fournit de poisson aux consommateurs de classe moyenne sur des marchés urbains nationaux et régionaux. L'augmentation de la production et de la rentabilité est le principal objectif de cette politique.



ENCADRÉ 10

Modèle d'excédent de production pour les pêches exploitées illustrant les points de référence cibles de gestion des pêches et les compromis implicites qui existent entre eux

La condition fondamentale pour la gestion durable des pêches de capture est qu'à la fin de chaque campagne de pêche, il reste dans l'eau un nombre suffisant de poissons reproducteurs pour garantir les captures futures. Ce principe est quantifié par le modèle Gordon-Shaefer et ses dérivés. Ce modèle propose un équilibre entre les captures (ou la production) et les activités de pêche, de sorte que ces activités puissent être réglementées afin d'obtenir un rendement maximal durable, un rendement économique optimal et de réaliser les objectifs correspondants. En ne réglementant pas les activités de pêche, celles-ci tendent vers le point où les retombées économiques du secteur deviennent égales au coût de l'exploitation des ressources: c'est ce qu'on appelle «l'équilibre du libre accès». Au-delà du point où la ligne de coût (en rouge) croise la ligne de capture/de production (en bleu), les rendements des ressources deviennent négatifs. À ce stade, les pêcheurs ne font pas de recettes nettes. Normalement, les pêcheurs devraient s'arrêter à ce point ou plus tôt, mais si les signaux de pénurie de ressources sont déformés ou occultés par des subventions consenties à l'industrie des pêches (sous forme de subventions pour la modernisation des techniques de pêche, d'indemnisation pour les mauvaises campagnes de pêche, de subventions aux carburants qui font baisser les coûts, etc.), les activités de pêche peuvent en venir à dépasser l'équilibre de libre accès, ce qui pourrait provoquer l'extinction des stocks et déboucher clairement sur une situation où la pêche représente une perte sèche pour l'économie. Ce modèle, lié à des idées de l'économie institutionnelle relatives aux régimes fonciers et aux droits d'utilisation, est le fondement théorique des politiques actuelles sur la «gestion des pêches axée sur les richesses».

Source: Allison, E.H. (2011). Fisheries, aquaculture, poverty and food security. WorldFish Center Working Papers 2011-65, Penang, Malaisie http://www.worldfishcenter.org/resource_centre/WF_2971.pdf

- **Exportation et production locale basées sur l'aquaculture:** au **Bangladesh**, les politiques relatives à l'aquaculture appuient la pisciculture en étang pour renforcer la productivité des petites exploitations et la nutrition parmi les pauvres des zones rurales, les petites et moyennes entreprises aquacoles pour approvisionner les marchés urbains nationaux et régionaux, et le développement d'une industrie de la crevette tournée vers l'exportation qui fournit des marchés dans les pays développés. Le défi consiste à trouver un équilibre entre les investissements et l'appui à ces sous-secteurs de manière à ne pas les mettre en concurrence les uns avec les autres.
- **Intégration de la dimension «genre» dans la planification des ressources côtières:** le **Mexique** a adopté une politique volontariste en faveur de l'égalité des sexes pour ce qui concerne les fonctions publiques liées aux pêches, et plusieurs femmes ont été nommées à des postes ministériels à l'appui du développement du secteur. Les recherches menées sur les systèmes sociaux et écologiques se sont concentrées sur les divisions des tâches et des responsabilités entre les hommes et les femmes, les régimes fonciers, l'accès au crédit et aux ressources des États côtiers, l'investissement dans les institutions de gestion des ressources et les moyens d'aider des groupes les plus vulnérables, ainsi que le fonctionnement durable des écosystèmes marins.

ii) Comment les politiques sectorielles spécifiques de la pêche et de l'aquaculture sont-elles liées entre elles? Comment se rapportent-elles aux programmes et aux accords internationaux/régionaux?

Les politiques et lois de pêches sont habituellement mises en place au niveau national, mais compte tenu de la décentralisation qui prévaut dans de nombreux pays, il arrive que la gestion du secteur des pêches soit dévolue au niveau local, et les communautés de pêcheurs deviennent parfois des partenaires clés de la gestion de la ressource dont ils dépendent. Toutefois, les politiques de pêches ne se décident pas en vase clos et interagissent avec toute une série d'autres instruments juridiques et politiques à de multiples niveaux (voir figure 4).

Outre les lois et les politiques nationales, les pêches et l'aquaculture sont régies par un ensemble de normes et de directives de politique générale, comme le Code

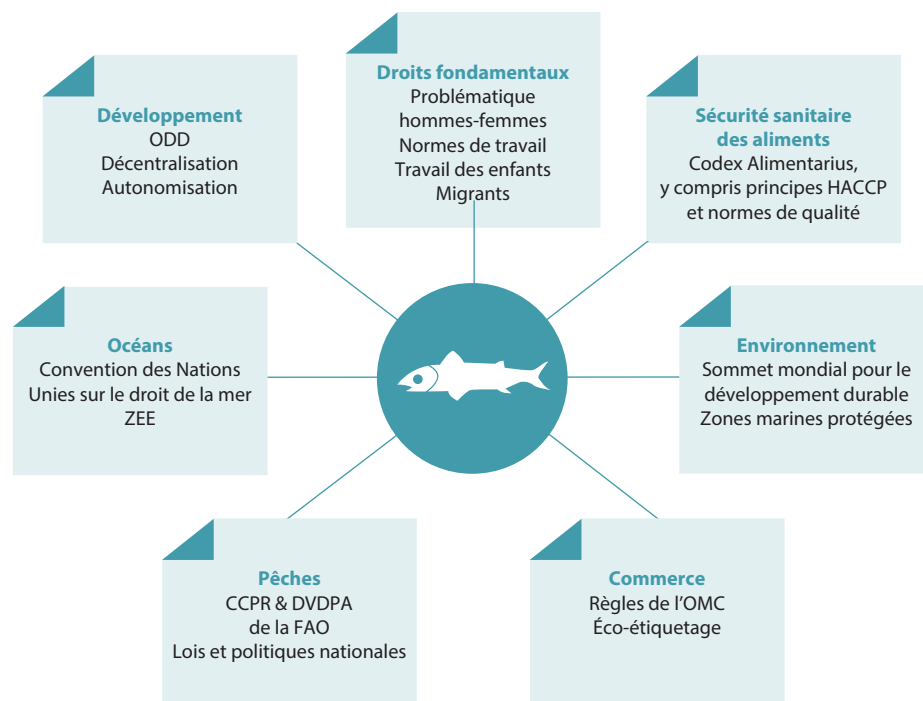
de conduite de la FAO pour une pêche responsable et les Directives d'application volontaire visant à assurer la durabilité de la pêche artisanale dans le contexte de la sécurité alimentaire et de l'éradication de la pauvreté. Ces instruments sont approuvés par les États membres de la FAO par l'intermédiaire du Comité des pêches, qui se réunit deux fois par an. Les codes et les normes sont destinés à guider les gouvernements, ainsi que d'autres parties prenantes du secteur des pêches et de l'aquaculture.

Les pêches s'inscrivent dans le cadre plus large de la gouvernance des océans, ceux-ci étant régis au titre de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, en vertu de laquelle les États ont réclamé les droits économiques exclusifs (y compris pour la pêche) dans la zone adjacente à leur littoral, s'étendant à 200 milles nautiques de la côte.

Diverses lois et politiques nationales, régionales et mondiales régissant la pollution, le commerce, la sécurité alimentaire, les ressources en eau (pour les eaux intérieures), la préservation de l'environnement et le développement international influent également sur les politiques de pêches et de l'aquaculture. Il existe aussi des forums politiques régionaux importants (voir encadré 11), comme la Commission interaméricaine du thon tropical, pour n'en citer qu'une. Récemment, des instruments relatifs aux droits de l'homme ont eu une incidence sur la gouvernance des pêches; en effet, les déplacements et la marginalisation des petits pêcheurs sont devenus une source de préoccupation croissante. Étant donné que le rôle des femmes dans le secteur des pêches est souvent négligé et sous-estimé et qu'elles se trouvent fréquemment exclues de la prise de décisions sur les pêches, leur point de vue et leurs priorités ne sont pas reflétés dans les politiques relatives aux pêches. Pour renforcer les droits des femmes s'agissant des pêches, la Recommandation générale 34 sur les droits des femmes rurales de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes récemment adoptée engage expressément les États à instaurer des quotas ou des objectifs pour une meilleure représentation des femmes rurales aux postes décisionnaires, y compris au sein des organismes de pêche. Elle préconise également l'élaboration de politiques de pêches tenant compte de la problématique hommes-femmes.⁵ En outre, les médias ayant récemment fait état de cas d'esclavage

⁵ Voir la Recommandation générale 34 sur les droits des femmes rurales de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes http://tbinternet.ohchr.org/Treaties/CEDAW/Shared%20Documents/1_Global/INT_CEDAW_GEC_7933_E.pdf

FIGURE 4. Exemples de domaines de gouvernance pertinents pour le secteur des pêches et de l'aquaculture et de liens avec la sécurité alimentaire



ODD = Objectifs de développement durable; **CNUDM** = Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer; **ZEE** = Zone économique exclusive; **CCPR de la FAO** = Code de conduite pour une pêche responsable de la FAO; **DVDPA** = Directives volontaires visant à assurer la durabilité de la pêche artisanale dans le contexte de la sécurité alimentaire et de l'éradication de la pauvreté; **OMC** = Organisation mondiale du commerce; **SMDD** = Sommet mondial pour le développement durable; **ZMP** = Zone marine protégée; **HACCP** = Danger aux points critiques de contrôle.

Source: modifiée de la FAO. 2007. La gouvernance mondiale à l'appui de la pêche artisanale. Nouvelles orientations dans les pêches –Série de notes de synthèse sur les questions de développement, n° 09. Rome. 16 pp. <http://www.fao.org/3/a-a0992f.pdf>

le long des chaînes de valeur de la crevette, cet exemple tragique et déplorable s'inscrit dans les préoccupations plus vastes et plus complexes exprimées par le grand public et encourage une évolution de la pensée et des processus des acteurs de la chaîne de valeur. Les organisations de la société civile se sont appuyées sur les droits du travail et d'autres dispositions du droit international en matière de droits de l'homme pour faire campagne en faveur de la justice pour les travailleurs de la pêche et pour s'opposer aux politiques qui visent à privatiser des ressources détenues collectivement par les communautés.

En raison de sa complexité, cette politique s'expose à des risques d'incohérence mais propose également de multiples points d'entrée pour améliorer la performance sectorielle des pêches et de l'aquaculture en ce qui concerne les résultats économiques, la durabilité, la sécurité alimentaire, la nutrition et la santé humaine. L'un des éléments clés de la cartographie des politiques sectorielles consiste à comprendre lequel de ces autres domaines d'action politique a une incidence dans un pays donné ou pour une question particulière.



ENCADRÉ 11

Organisations régionales avec des objectifs de sécurité alimentaire

Récemment, un certain nombre d'organisations régionales, aussi bien des organisations spécifiquement liées aux pêches que des organisations régionales plus larges, ont incorporé des objectifs de sécurité alimentaire et de nutrition explicites dans leurs documents politiques et stratégiques. On peut citer comme exemples le Cadre politique et stratégie de réforme pour la pêche et l'aquaculture en Afrique de la Commission de l'Union africaine et de l'Agence de planification et de coordination du NEPAD et la Politique d'intégration 2015-2025 des pêches et de l'aquaculture de l'Organisation des pêches et de l'aquaculture d'Amérique centrale. Ces organisations régionales ont une importante fonction de catalyseur pour leurs membres et peuvent favoriser le partage des expériences et des pratiques optimales.

iii) Dans quelle mesure les politiques du secteur des pêches sont-elles mises en œuvre/appliquées?

Jusqu'à une date récente, l'application des politiques spécifiques au secteur des pêches était largement considérée comme un échec, en raison de l'insuffisance des capacités de suivi, de contrôle et de surveillance et de l'absence de volonté politique. Des ressources halieutiques mobiles et transfrontalières, des marchés mondiaux lucratifs et la nature «invisible» des activités maritimes, tout cela signifiait que les politiques existaient sur le papier mais n'étaient pas bien appliquées en mer. Plus récemment, des succès notables ont été recensés dans la gestion des pêches. Plusieurs pays développés qui sont de grands pays pêcheurs (par exemple, le Chili, les États-Unis d'Amérique, l'Islande, la Norvège et la Nouvelle-Zélande), ont désormais des pêches de capture gérées de manière durable. L'Union européenne voit également des améliorations dans le respect des limites de capture lorsque les acteurs privés se plient aux règles de la capture de poisson fixées par les gouvernements (Da Rocha *et al.*, 2012). Dans les entreprises de pêche à petite échelle qui sont gérées en partenariat avec les collectivités, une analyse mondiale des entreprises de pêche florissantes a indiqué que l'application des réglementations était importante mais avait moins d'influence que les dirigeants au niveau local, la fixation de quotas de capture et la cohésion sociale au sein des communautés (Gutiérrez *et al.*, 2011).

De nombreux pays en développement continuent de rencontrer des problèmes quand il s'agit de faire appliquer les règlements de gestion des pêches, mais la volonté politique de lutter contre la pêche illicite, non déclarée et non réglementée semble se renforcer, avec des interventions de hauts responsables politiques à l'appui de la gestion durable des pêches dans les grands pays pêcheurs (voir encadré 11 pour deux exemples). Des incitations économiques négatives importantes ont été mises en place au titre du Règlement sur les pêches illicites, non déclarées et non réglementées de l'Union européenne, en vertu desquelles les signataires sont convenus de mobiliser des sanctions commerciales à différentes échelles de manière à limiter les importations vers l'Union européenne de pays producteurs de produits de la pêche fondés sur des infractions (Commission européenne, 2009). Les pays en

cause ont réagi à la réglementation, y compris Fidji, Panama et la Papouasie-Nouvelle-Guinée, en réformant leurs systèmes de pêche afin de répondre aux préoccupations concernant les pêches illicites, non déclarées et non réglementées (Commission européenne, 2015).

iv) Évolution historique des politiques de pêches: vers une plus grande inclusion des parties prenantes dans l'élaboration des politiques.

Au cours des 20 dernières années, une vague de réformes a balayé les politiques de pêches. Globalement, la «révolution de la gouvernance» du secteur des pêches est une initiative qui vise actuellement à remplacer un système de tentatives destinées à gérer les conditions d'accès à une ressource appartenant à l'État par le biais de licences et de mesures techniques - tentatives qui se sont avérées largement infructueuses - par un autre système fondé sur une combinaison de gestion participative au niveau local, de différents instruments axés sur les marchés et d'un ensemble de principes et de codes de conduite mondiaux. Une attention accrue est également accordée à la lutte contre les inégalités entre les sexes et à l'appui de l'autonomisation des femmes les plus vulnérables. L'objectif global de ces réformes est de mettre fin à la «course au poisson», à cause de laquelle chaque entreprise de pêche a actuellement très peu de droits de pêche et se voit largement incitée à tenter d'optimiser sa part des ressources collectives gérées par l'État ou de haute mer en faisant concurrence à d'autres pêcheurs pour capturer les poissons. L'une des principales composantes de l'élaboration d'une transition vers un secteur des pêches plus durable et axé sur les droits a été le Code de conduite pour une pêche responsable de la FAO mis en place en 1995, et l'élaboration et la mise en œuvre de ses instruments connexes, en particulier les Directives d'application volontaire visant à assurer la durabilité de la pêche artisanale dans le contexte de la sécurité alimentaire et de l'éradication de la pauvreté, qui comporte un chapitre spécifique sur l'égalité des sexes. On trouvera des exemples de décentralisation de la gouvernance des pêches et de son influence sur les politiques de pêches dans l'encadré 12.

ENCADRÉ 12



Exemples de réformes de la gouvernance des pêches artisanales menées par les communautés ou la société civile

La réforme des pêches post-apartheid menée en **Afrique du Sud** par le biais de la Loi 18 de 1998 sur les ressources biologiques marines utilisait le quota individuel transférable (QIT) pour élargir l'accès aux ressources en allouant des petits quotas aux nouveaux arrivants, même si le système a été mis en place pour réduire les capacités grâce à une diminution du nombre de pêcheurs en activité. Cette loi ne reconnaissait pas les pêcheurs artisanaux. Dans le cadre d'une action collective menée par une organisation de la société civile qui relie les pêcheurs avec des activistes et des universitaires (Masifundise), une procédure judiciaire a été ouverte contre le régime des quotas individuels transférables. Cette procédure faisait état d'inégalités d'accès et de préoccupations concernant l'insécurité alimentaire et économique des petits pêcheurs. Un règlement à l'amiable avec les requérants effectué en 2007 a permis la délivrance de 1000 permis de secours provisoire au secteur des pêches artisanales et entraîné l'élaboration d'une nouvelle politique de pêches à petite échelle en Afrique du Sud (Isaacs, 2011).

Au **Cambodge**, qui est le pays au monde le plus dépendant des pêches continentales pour l'alimentation et les moyens de subsistance, un régime foncier hérité de l'époque coloniale a provoqué des tensions à mesure que l'exploitation commerciale des pêches continentales connaissait une accélération dans les années 1990, parallèlement à la demande croissante de subsistance et des utilisateurs à petite échelle. Les conflits ont parfois dégénéré en violences, et des organisations non gouvernementales de défense des droits de l'homme ont commencé à se pencher sur la question, en établissant des rapports et en organisant des ateliers. Les communautés de pêcheurs ont également lancé des campagnes de rédaction de lettres et des manifestations publiques. Dans ce

contexte, le Premier Ministre a annoncé en décembre 2000 que davantage de zones de pêche intérieure seraient ouvertes au profit des communautés, et dès l'année suivante, 56 pour cent des concessions de pêche privées avaient été délivrées en faveur de l'accès public (FAO, 2011). Plus récemment, une deuxième série de réformes a également été liée à la mobilisation de la société civile autour de l'équité et de la justice sociale pour les communautés de pêcheurs, avec une forte orientation en faveur de la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

À **Fidji**, un mouvement pour relancer les formes traditionnelles de gestion locale des récifs a été initié en 1990, principalement sous l'impulsion d'organisations non gouvernementales à l'appui de la conservation des ressources, en partenariat avec les autorités traditionnelles. Il y a maintenant autour de Fidji plus de 400 villages qui collaborent avec les partenaires gouvernementaux et les organisations non gouvernementales sous l'égide du Réseau de zones gérées sur le plan local de Fidji (Réseau LMMA). Ces villages ont tous une ou plusieurs zones taboues dans leurs zones de pêche traditionnelles et les gèrent parallèlement à d'autres restrictions sur les captures permises, quand elles le sont et selon quelles modalités. L'un des principaux objectifs est de préserver les poissons afin qu'ils puissent continuer à jouer un rôle dans les régimes alimentaires locaux (FLMMA, 2011).

Les gouvernements du **Brésil**, du **Chili** et du **Mexique** ont confié la gestion des pêches locales aux communautés de pêcheurs (autochtones et non autochtones), aux coopératives ou à des individus et des entreprises, souvent sous la pression des communautés ou des organisations de pêcheurs. Les mécanismes utilisés pour transférer les droits de gestion et les responsabilités de l'État central ont varié mais impliquent souvent la responsabilité des zones maritimes – Droits d'usage territorial dans le domaine des pêches (Basurto *et al.*, 2013). Les Droits d'usage territorial ont fourni un moyen par lequel les communautés locales peuvent bénéficier de la vente de marchandises de grande valeur comme l'ormeau et la langouste (Hilborn *et al.*, 2005), ce qui contribue indirectement à la sécurité alimentaire en augmentant les revenus des ménages et en favorisant le développement économique communautaire.

Étape 3 ANALYSER LE CADRE POLITIQUE

Ici, l'ensemble des mesures pertinentes de politique générale identifiées à l'étape 2 sont analysées pour déterminer leurs effets sur la sécurité alimentaire et la nutrition – tant individuellement que collectivement. Avec la présente étape, on tentera également d'identifier les lacunes intrinsèques ou transversales que présentent les mesures de politique identifiées afin de produire des possibilités d'action visant à renforcer leur contribution à la sécurité alimentaire et à la nutrition. Jusqu'à présent, rares sont les questions ci-après qui ont été systématiquement abordées dans le secteur des pêches et de l'aquaculture; par conséquent, nous illustrons certaines nouvelles conséquences des tentatives de réforme des politiques en nous référant à des études de cas disponibles.

i) Des considérations de sécurité alimentaire et de nutrition ont-elles été incluses dans les différents instruments de politique? Quels sont les résultats attendus et qui est ciblé?

L'analyse du contenu des politiques et législations actuelles relatives aux pêches peut donner des indications sur la mesure dans laquelle les politiques nationales ou régionales actuelles de pêches sont conformes aux initiatives de sécurité alimentaire et de nutrition (voir encadré 13). Un examen de l'intégration des pêches et de l'aquaculture dans les politiques de sécurité alimentaire des pays africains qui bordent l'océan Indien a indiqué que les pêches étaient sous-représentées mais pourraient jouer un rôle essentiel dans l'avenir, et que les responsables du secteur des pêches pourraient sensiblement contribuer aux progrès souhaités en assurant le lien entre le secteur et les décideurs (Kurien et Rios, 2013).

ii) Quels sont les effets réels et potentiels (tant positifs que négatifs) des différentes mesures politiques sur la sécurité alimentaire et la nutrition, actuellement et éventuellement à moyen et long terme?

Il existe trois grands axes politiques dans le secteur des pêches mondiales qui ont des incidences importantes sur la sécurité alimentaire et la nutrition: la réforme des régimes fonciers aquatiques et maritimes; la promotion d'une plus grande intégration des marchés mondiaux et le développement de l'aquaculture.

Les **réformes des régimes fonciers**, si elles sont bâties sur des dispositifs d'accès préexistants (souvent communaux), peuvent contribuer à répartir les avantages de l'amélioration de la pêche par le biais des réseaux sociaux et des marchés existants. Le fait de remplacer les arrangements d'accès communautaire traditionnels par des droits de pêche ou d'autres formes d'occupation plus limitatives peut contribuer, à court ou à moyen terme, au relèvement d'un secteur des pêches à bout de souffle, tant sur le plan écologique qu'économique. Toutefois, cela comporte le risque d'une concentration des richesses au bénéfice d'une élite réduite dans des situations où les personnes exclues n'ont guère d'autres possibilités d'obtenir des revenus et de l'alimentation, avec à la clé des pertes de droits à long terme pour les communautés traditionnelles de pêcheurs et le risque d'exacerber les inégalités et la discrimination existantes. Par conséquent, il convient de tempérer l'enthousiasme soulevé par l'optimisation des bénéfices économiques et la préservation des avantages retirés des pêches en se préoccupant des effets de répartition à long terme d'une réforme du régime foncier.

Les directives sur l'occupation des terres, de l'eau et de la mer, publiées récemment, donnent des orientations sur les réformes appropriées (FAO, 2012). Les Directives d'application volontaire visant à assurer la durabilité de la pêche artisanale dans le contexte de la sécurité alimentaire et de l'éradication de la pauvreté renforcent ces préoccupations et apportent un cadre de soutien à l'accès aux ressources et aux moyens de subsistance des communautés de petits pêcheurs en ce qui concerne les principes des droits de l'homme – incluant le droit à l'alimentation, l'égalité entre les sexes et l'équité (FAO, 2015c). Ces directives interdépendantes sont un exemple de l'émergence de politiques cohérentes entre le secteur des pêches et les enjeux de développement plus généraux. Une attention spéciale est également accordée à la promotion de l'égalité des sexes dans le secteur des pêches artisanales.

Les effets du commerce sur la sécurité alimentaire et la nutrition locales demeurent ambigus. Le commerce mondial permet aux pêcheurs locaux d'accéder à des marchés plus vastes et de dégager des revenus potentiellement plus élevés pour acquérir les biens qui affluent dans la région. Ainsi, le commerce peut créer un «échange de qualité» dans le cadre duquel les pays en développement exportent des produits de la mer de grande valeur (crevettes, homards, poulpes,

ENCADRÉ 13



Tentatives visant à harmoniser les politiques de pêches avec les préoccupations concernant la sécurité alimentaire et la nutrition en Équateur

L'Équateur est un grand exportateur de poisson (petits poissons pélagiques et crevettes d'élevage), mais les Équatoriens ne consomment que 6 à 7 kg de poisson par an, soit un tiers de la consommation moyenne de leurs voisins péruviens. Le Gouvernement a préconisé la consommation de produits de la mer en tant que saine alternative à la viande de bœuf ou de poulet et s'efforce de renforcer la demande locale (Ortiz, 2010).

L'Équateur dispose de solides législations permettant d'appuyer des politiques en faveur de la sécurité alimentaire. Dans un premier temps, une directive de 2008 relative au droit à l'alimentation a été intégrée à la Constitution de l'Équateur: «L'accès à des aliments sains et nutritifs en quantité suffisante et culturellement appropriés, de préférence produits sur le plan local et conformément aux diverses identités et traditions culturelles des personnes.» L'année suivante, une loi sur la souveraineté alimentaire a été votée, en vertu de laquelle une organisation participative était chargée de l'élaboration de neuf lois complémentaires. L'une de

ces neuf lois portait sur la pêche artisanale, l'aquaculture, et la préservation des pêches de mangrove, soulignant l'importance de disposer d'habitats marins productifs pour la sécurité alimentaire. Cette loi sur la souveraineté alimentaire spécifiquement axée sur les pêches a été élaborée dans le cadre de différents ateliers et a compté avec les contributions de milliers de citoyens et de centaines d'organisations et d'institutions de l'État. Elle ciblait des questions de politique générale, y compris l'établissement d'une zone marine pour les pêcheurs artisanaux et la protection de leurs pratiques, l'égalité des sexes, l'assurance maladie et la sécurité sanitaire. Pour aider à assurer la poursuite de l'élaboration du programme de sécurité alimentaire, un partenariat des acteurs de la sécurité alimentaire et de politiciens a été noué: la COPISA (*Conferencia Plurinacional e Intercultural de Soberania Alimentaria*—Conférence plurinationale et interculturelle sur la souveraineté alimentaire), qui facilite la recherche et le partage des connaissances entre différentes disciplines et technologies, et promeut l'importance de la santé publique et de la nutrition (Peña, 2013).

Si la loi-cadre relative à la souveraineté alimentaire nationale de l'Équateur a été adoptée et a doté le pays d'une législation spécifique sur les pêches et la sécurité alimentaire, les lois relatives au développement des pêches artisanales ont été élaborées et codifiées, mais de nombreux petits pêcheurs en critiquent le contenu (voir par exemple, *El Mostrador*, 2016).

poissons de récifs vivants) et importent d'autres produits de la mer à des prix plus bas (sardines, maquereaux, petits thons, têtes de diverses espèces de poissons pêchés à l'état sauvage ou élevés) qui outre le fait qu'ils sont plus abordables pour les pauvres sont souvent plus nutritifs. Il est donc possible que les avantages nutritionnels nets de ces échanges soient positifs (Asche *et al.*, 2015). Par exemple, l'intégration du marché mondial a rendu le poisson bon marché et plus accessible aux consommateurs à faible revenu du Nigéria, et l'importation d'aliments pour poissons du marché mondialisé de petits poissons pélagiques (sardines, anchois, etc.) a créé des moyens de subsistance pour les éleveurs de poissons et de crevettes des régions tropicales.

Dans d'autres cas, cependant, les échanges mondiaux ont exercé des pressions sur les pêches à petite échelle et les moyens de subsistance commerciaux locaux (voir tableau 1). La répartition des avantages économiques n'est pas équitable dans l'ensemble de la chaîne de valeur à l'appui du secteur des pêches. En général, ce sont les petits pêcheurs qui obtiennent le moins d'avantages économiques par rapport à d'autres segments, en raison notamment du plus fort pouvoir de négociation détenu par les transformateurs et les marchés de détail, qui peuvent choisir où distribuer les produits (Bjørndal *et al.*, 2015).

Les répercussions de l'aquaculture sur la sécurité alimentaire et la nutrition sont souvent liées à la réforme du régime foncier et au commerce mondial. Par

exemple, la conversion des terres communales et des espaces aquatiques en sites aquacoles loués ou appartenant à des intérêts privés sur bon nombre des côtes bordées de mangroves a déplacé un grand nombre de pêcheurs et de pisciculteurs qui utilisaient précédemment ces zones. La demande mondiale de produits de la mer a également conduit à un développement rapide de l'aquaculture axée sur l'exportation, comme l'élevage de crevettes et de poissons-chats (*Pangasius*) sur les côtes du Vietnam.

iii) Comment le secteur des pêches et de l'aquaculture peut-il mieux contribuer à l'augmentation rapide de la consommation d'une alimentation nutritive et sûre, en particulier concernant les populations dépendantes de la pêche et de l'aquaculture pour leur subsistance et les consommateurs qui considèrent le poisson comme un aliment privilégié pour des raisons culturelles, ou lorsque des solutions de remplacement ne sont pas disponibles? Quel changement est nécessaire et comment peut-il être réalisé?

L'adaptation de l'idée de l'agriculture nutritionnelle au secteur des pêches et de l'aquaculture offre une voie politique pour améliorer la consommation du poisson par les personnes souffrant de malnutrition – soit à la fois les milliards de personnes dont le développement physique et cognitif et l'état de santé sont affectés par des carences en micronutriments, et les milliards de personnes obèses ou en surpoids (beaucoup d'entre elles dans des pays en développement ou en transition). Pour opérer la transition vers un secteur des pêches et de l'aquaculture tenant compte des questions de nutrition, il convient d'intégrer les pêches de capture et l'aquaculture dans les systèmes alimentaires locaux et nationaux de manière à améliorer les futurs régimes alimentaires. La promotion de l'inclusion de stratégies axées sur le poisson en tant qu'aliment peut remédier à des carences en micronutriments, ainsi qu'à des problèmes de santé liés à des régimes trop élevés en glucides raffinés et en graisses saturées. En outre, les pêches peuvent contribuer à une ligne de nutrition vitale pour les populations vulnérables pendant les crises prolongées ou les situations d'urgence (FAO, 2015d).

Pour ce faire, il existe plusieurs possibilités interdépendantes:

- améliorer la qualité et la quantité de l'offre en poisson (susceptible d'améliorer les régimes alimentaires des producteurs aussi bien que des consommateurs);
- favoriser l'autonomisation des femmes, qui renforce la santé maternelle et infantile et peut entraîner une meilleure répartition de la nourriture au sein des ménages, y compris le poisson, et fournir des emplois décents aux femmes et aux jeunes;
- encourager le commerce équitable et le renforcement des marchés, ce qui peut accroître l'accès en faisant baisser les prix; et
- inclure du poisson dans les programmes de nutrition qui ciblent les personnes exposées à la malnutrition, y compris les programmes d'alimentation scolaire.

L'analyse des politiques visant à identifier de possibles synergies entre la sécurité alimentaire, la nutrition et le secteur des pêches comprendrait des recherches nationales et régionales visant à donner des exemples d'interventions politiques et programmatiques ayant ou non rencontré le succès dans ces domaines.

Les approches axées sur les aliments⁶ – ou comment garantir l'accès de la population à la diversité des aliments nécessaires à un régime alimentaire sain – sont de plus en plus considérées comme une stratégie recommandable pour traiter les carences en micronutriments. Il convient de promouvoir le rôle et l'importance potentiels du poisson dans les stratégies de nutrition qui s'appuient sur les systèmes de production alimentaire et culinaire existants si celui-ci est amené à faire partie d'une telle approche. Les initiatives ci-après illustrent quelques-uns des moyens par lesquels on a incorporé le poisson dans les programmes de nutrition et de santé.

- **Conduite de démonstrations de la validité du concept de la pertinence du poisson pour améliorer la santé maternelle et infantile.** Le poisson est inclus dans les recherches sur les besoins alimentaires au cours des 1000 premiers jours de la vie humaine – de la conception au deuxième

⁶ Les approches axées sur les aliments sont parfois comparées à la supplémentation en micronutriments, qui nécessite l'administration coûteuse de suppléments pharmacologiques (comprimés, capsules, poudre ou pâtes) pour prévenir et traiter les carences en micronutriments chez les enfants et les femmes en âge de procréer. Dans des contextes où les carences sont fréquentes, les deux approches peuvent être nécessaires, du moins à court terme.

TABLEAU 1. Effets directs et indirects du commerce du poisson sur la sécurité alimentaire et la nutrition, sur la base d'examen réalisés par des experts pour une étude multi-pays

	Impact sur les recettes commerciales	Impact sur les pêcheurs	Impact sur les travailleurs du secteur des pêches	Impact sur les consommateurs de poisson	Impact sur les ressources halieutiques
Brésil	+	+++	++	+	---
Chili	+++	+	++	-	-
Fidji	+++	+	+	+	-
Ghana	---	--	+ et -	--	--
Kenya	-	+	+ et -	---	---
Namibie	+++	+++	+++	+	+
Nicaragua	+++	+++	++	+	---
Philippines	++	-	+ et -	-	---
Sénégal	+++	++	+ et -	--	---
Sri Lanka	++	++	++	+++	--
Thaïlande	+++	++	+++	+	---

+ faibles effets positifs ++ effets positifs importants +++ effets positifs très importants - faibles effets négatifs -- effets négatifs importants --- effets négatifs très importants

Source: adaptée de Kurien (2004) par Allison (2011).

anniversaire – au Bangladesh, au Cambodge et en Inde. Des tests et des évaluations sur la santé infantile et l'efficacité de l'apprentissage sont actuellement en cours dans plusieurs pays (voir encadré 14). S'ils devaient être élargis pour avoir un impact auprès des populations en situation d'insécurité alimentaire et souffrant de malnutrition, ces tests seraient renforcés par une meilleure coordination des politiques entre les ministères de pêche, de la santé et de l'éducation.

- **Promotion de l'éducation nutritionnelle et amélioration de l'accès au poisson pour les populations auprès desquelles la modification des régimes alimentaires ou des modes de vie a entraîné une augmentation des maladies non transmissibles, notamment les maladies cardiovasculaires, les troubles ostéo-musculaires liés à l'obésité et le diabète.** Ces initiatives pourraient être uniquement axées sur des conseils

en matière d'alimentation, ou pourraient être liées à des partenariats menés par les communautés ou noués entre les communautés et le secteur privé pour la production de poisson de pisciculture dans les écoles, les hôpitaux et les missions religieuses. En ce qui concerne les campagnes «Pour votre santé, mangez du poisson», la popularité des émissions de cuisine télévisées dans les zones rurales plus urbanisées ou développées des pays en développement offre des débouchés potentiellement novateurs; des chefs célèbres ont influencé l'opinion en modifiant les habitudes alimentaires de certains pays développés et en transition, et leurs interventions se sont souvent substituées aux recommandations officielles du gouvernement en matière de santé. De fait, les campagnes sanitaires conduites par les gouvernements mobilisent souvent ces personnalités à l'heure de concevoir leurs interventions (voir encadré 14).

ENCADRÉ 14



Politiques et programmes pour accroître l'accès au poisson et son utilisation dans des régimes alimentaires variés et sains chez les enfants

L'**Afrique du Sud** dispose d'un programme d'alimentation scolaire pour les écoles primaires depuis 1994, et ce programme continue d'innover avec de nouveaux moyens pour améliorer la santé et les performances cognitives des enfants. Suite à des essais qui ont montré que l'ajout d'omega-3 à l'alimentation des enfants améliorait leur apprentissage verbal et leur mémoire, une pâte à tartiner (comme le beurre d'arachide) a été élaborée à partir de déchets de produits de pêche (en l'occurrence des têtes de merlu, poisson marin qui représente la principale activité d'une grande entreprise de pêche); elle constitue une riche source d'acides gras omega-3 polyinsaturés à longue chaîne. L'idée était de donner aux écoliers des acides gras sous une forme qui serait plus acceptable. Une évaluation de la pâte à tartiner a indiqué que les enfants qui en consommaient à l'école obtenaient de meilleurs résultats à leurs tests d'apprentissage verbal et de mémoire, y compris l'orthographe et la lecture (Dalton *et al.*, 2009). Le long de la côte Pacifique des États-Unis, un

nombre croissant d'entreprises fournissent des fruits de mer pêchés localement à des enfants dans le besoin par l'intermédiaire de programmes de cantine scolaire, et une organisation à but non lucratif d'Alaska a publié un guide pour une distribution efficace du poisson dans les écoles.

Le programme de la **Zambie** sur les 1000 premiers jours les plus décisifs traite les problèmes de malnutrition que rencontrent les femmes et les enfants pendant les 1000 premiers jours de la vie de l'enfant. Une série limitée d'enquêtes menées auprès des ménages a montré que les femmes étaient beaucoup plus susceptibles de manger du poisson que d'autres aliments d'origine animale. Les enquêtes ont également montré que le poisson apportait une contribution en nutriments aux enfants, mais que cette contribution variait selon l'âge et la région. Le fait de préconiser la collecte de données plus étoffées sur les régimes alimentaires des enfants au sein des ménages, régimes dont l'importance est cruciale, pourrait permettre aux enfants de bénéficier d'importants bienfaits nutritionnels (Longley *et al.* 2014).

Au **Pérou**, des chefs célèbres comme Gastón Acuri et Ferran Adrián se sont intéressés à la cuisine péruvienne, ce qui a contribué à la mise en place d'un épice centre gastronomique dans le pays, en mettant parallèlement l'accent sur le développement économique et social (Peru Sabe, 2012).

■ **Aborder les risques sanitaires présentés par la consommation de produits de la mer chez les peuples autochtones.** Certaines populations autochtones (par exemple les Australiens aborigènes côtiers, les Indiens de l'Amazone, les Inuits et d'autres groupes du Haut-Arctique) mangent des mammifères marins, des tortues, des poissons prédateurs et d'autres animaux à longue durée de vie du sommet de la chaîne alimentaire qui tendent à emmagasiner des toxines biologiques (par exemple, métaux lourds, composés organochlorés, radionucléides), ce qui leur fait courir, ainsi qu'à leurs enfants, des risques potentiels de troubles du développement (Kuhnlein et Chan 2000).

■ **Appuyer la mise en œuvre du droit à l'alimentation et à la souveraineté alimentaire dans le secteur des pêches.** Là où le poisson est une composante essentielle d'un régime nutritif, toute mesure administrative qui en entrave délibérément l'accès aux personnes en situation d'insécurité alimentaire est une violation du droit à l'alimentation (De Schutter, 2012).

■ **Appuyer les initiatives visant à réduire les pertes de poisson (y compris le gaspillage) dans les systèmes alimentaires.** Les gains obtenus au niveau de la disponibilité du poisson en investissant dans la réduction des pertes et du gaspillage le long des chaînes de valeur peuvent être d'une

ampleur similaire ou supérieure aux gains obtenus en optimisant l'effort de pêche et peuvent être plus faciles à réaliser (voir encadré 15).

- Transmission aux décideurs politiques et aux praticiens du développement (y compris les organismes comme l'UNICEF ou le Programme alimentaire mondial) du message sur l'avantage comparatif du poisson, et sur la manière dont il peut faire une différence dans la nutrition, outre l'apport de protéines.

iv) Comment le secteur des pêches et de l'aquaculture peut-il mieux contribuer à garantir les revenus des pauvres vulnérables face à la concurrence autour des ressources et à l'augmentation de la demande mondiale de poisson? Quel changement est nécessaire et comment peut-il être réalisé?

L'amélioration de l'accès des petits pêcheurs et transformateurs aux marchés peut contribuer à assurer les moyens de subsistance des communautés vulnérables confrontées à un accès limité aux ressources en fournissant des acheteurs de grande valeur. Pour divers produits de créneau et de grande valeur disposant de marchés dans des pays développés (par exemple le homard d'Amérique centrale exporté vers les États-Unis ou les poissons de récif ornementaux vers les marchés d'Amérique du Nord et de l'Union européenne), des projets sont en cours pour faire en sorte que les petits producteurs utilisent les ressources de manière durable, respectent les normes du marché et reçoivent une rétribution équitable. Ces approches ont actuellement une application limitée sur d'autres marchés de la planète, même si des progrès ont été réalisés au niveau de la réglementation du commerce des ailerons de requins et des poissons de récif vivants avec l'Asie orientale. Ce qui fait clairement défaut dans les tentatives actuelles visant à utiliser les liens avec les marchés pour la réduction de la pauvreté et la durabilité sont des investissements dans la promotion d'une consommation durable et éthique dans les pays en développement et en transition. La Chine est le plus important

de ces marchés, mais, le Brésil, la Corée du Sud, l'Inde et la Malaisie sont d'autres domaines potentiels pour l'introduction de normes de durabilité dans les marchés de produits de la mer. Il peut aussi y avoir un intérêt pour les produits traditionnels auprès des citoyens de la première et de la deuxième génération qui ressentent la nostalgie d'un passé rural récent. Les marchés dits «de la diaspora» existent déjà et fournissent des produits traditionnels aux populations d'émigrés des pays développés (par exemple, de la viande de gibier aux Africains de l'Ouest qui vivent en Europe), aussi existe-t-il clairement un potentiel d'investissement dans les chaînes de valeur plus courtes qui visent les centres urbains régionaux.

Plusieurs mesures spécifiques peuvent être envisagées:

- Investir par le biais d'organisations intermédiaires commerciales pour soutenir les marchés du poisson nationaux et régionaux, en mettant l'accent sur l'amélioration de la chaîne de valeur et la promotion de la traçabilité à l'appui d'une évolution vers des chaînes d'approvisionnement durables, équitables et éthiques.
- Identifier des mesures techniques pour renforcer les marchés locaux et régionaux en améliorant la qualité des produits, en réduisant les pertes, en améliorant la fourniture d'informations sur les prix en temps réel et en fournissant des lignes de crédit à des commerçants locaux pour l'achat de fournitures liées au poisson pour la transformation et la vente locale, en tenant compte des besoins spécifiques des hommes et des femmes.
- Appuyer une meilleure intégration des pêches artisanales et de l'aquaculture dans les marchés mondiaux, le cas échéant, par exemple grâce à des programmes de renforcement du secteur des pêches qui visent à permettre aux producteurs d'accéder à des marchés approvisionnés à des sources certifiées durables en échange de la planification d'un programme de transition vers la durabilité. Malheureusement, il arrive que ces transitions soient lentes et de nombreuses entreprises de pêche ont pu accéder à ces marchés sans assurer les améliorations promises (Sampson *et al.*, 2015).

ENCADRÉ 15



Exemples d'initiatives visant à réduire le gaspillage et à améliorer l'utilisation du poisson dans le secteur des pêches et de l'aquaculture

Réduction des rejets en mer

D'importantes pertes de poisson au stade de la capture résultent partiellement de l'utilisation de méthodes et de matériel soit destructeurs, soit non sélectifs. Cela conduit à la capture de produits invendables, indésirables et non comestibles, qui sont rejetés à la mer morts ou affaiblis. Le volume de poisson rejeté varie considérablement d'un type de pêche à l'autre, et les volumes des rejets mondiaux sont difficiles à estimer, mais le dernier rapport publié par la FAO en 2005 sur la question a donné comme estimation un taux de rejet mondial de 8 pour cent du total mondial des pêches de capture, avec un taux plus faible (soit 3,7 pour cent) pour les petites pêches (Kelleher, 2005).

Améliorer la technologie de séchage des omenas du lac Victoria

L'omena, petit poisson riche en nutriments, constitue une population de base dans tout le lac et est normalement séché avant son transport et sa vente. En général, le séchage des omenas se fait sur la plage et est assuré par des femmes à l'aide de filets de pêche loués aux pêcheurs pour un certain prix. Les femmes utilisent des balais pour retourner les omenas et l'hygiène sur les plages de débarquement laisse à désirer. Les animaux peuvent y circuler librement et mangent les poissons échoués. Les omenas de plus grande taille mettent plus de temps à sécher et pendant la saison des pluies, les négociants peuvent encourir jusqu'à 80 pour cent de pertes économiques, en particulier si le manque d'ensoleillement ne permet pas de sécher les poissons pendant plus de 48 heures. Les omenas sont transportés vers les marchés dans des sacs étanches

et transportés par transport public. Les sacs ne permettent pas la circulation de l'air et une détérioration bactérienne et fongique peut se produire, surtout si les poissons n'ont pas été correctement séchés (FAO, 2014).

Récemment, une organisation non gouvernementale qui aide les communautés à exporter les omenas a élaboré une nouvelle méthode de séchage qui fait appel à des casiers surélevés dans une zone clôturée. Les casiers sont recouverts d'un film de polyéthylène pour protéger les poissons du vent, de la poussière, de la pluie et d'autres éléments. Le polyéthylène contribue à engranger la chaleur, et par conséquent, les poissons sèchent plus rapidement, y compris par temps nuageux. Afin de bénéficier de cette intervention, les négociants doivent s'engager à respecter certaines normes d'hygiène pour la manutention du poisson et doivent également s'organiser en groupes. Cette technologie est adaptée aux conditions locales et présente un bon rapport coût-efficacité.

Amélioration de l'utilisation du thon: relier la réduction des pertes et du gaspillage alimentaires avec la sécurité alimentaire et nutritionnelle

Le thon illustre bien les diverses utilisations des différentes parties du poisson. Les conserveries génèrent une quantité considérable de sous-produits, dont l'utilisation varie d'une région à l'autre. La Thaïlande est l'un des plus grands producteurs de conserves de thon, et les sous-produits sont essentiellement utilisés pour fabriquer de la farine de thon, de l'huile de thon et du concentré soluble de thon. Aux Philippines, la plupart des sous-produits des conserveries sont convertis en farine de thon, mais la viande plus foncée est également mise en conserve et exportée vers des pays voisins. Les sous-produits comestibles du secteur du thon frais ou réfrigéré, comme les têtes et les ailerons, sont utilisés pour confectionner une soupe locale, et les viscères sont utilisés pour cuisiner un mets local ou produire de la sauce de poisson. Les restes de viande et les reliquats de transformation sont également utilisés pour la consommation humaine (Globefish, 2013).

v) Comment l’approvisionnement en poisson peut-il être durablement accru face à la diminution des ressources, à la croissance démographique et à l’augmentation de la demande par habitant, aux effets sur l’environnement et à la concurrence d’autres utilisateurs pour les terres et l’eau? Quel changement est nécessaire et comment peut-il être réalisé?

Tout en préconisant une plus grande intégration du poisson dans des régimes alimentaires sains, et donc une plus grande cohérence entre l’alimentation, la santé et les politiques liées aux pêches, il faut être conscient des problèmes auxquels le secteur des pêches est confronté. Pour déterminer si le secteur peut maintenir ou élargir sa contribution à la sécurité alimentaire, la nutrition et la santé, ces problèmes doivent être identifiés et, si possible, évalués. Ceux-ci peuvent comprendre la pollution, le changement climatique (y compris l’élévation du niveau de la mer), la hausse des prix des terres sur les zones côtières et les bords des cours d’eau qui entraîne des déplacements des communautés de pêcheurs et des installations de production aquacole, et la concurrence pour l’eau et les zones côtières entre les différents intérêts agricoles, industriels, résidentiels, récréatifs, de préservation de l’environnement et du secteur de l’énergie.

Les forums politiques au cours desquels ces questions sont généralement examinées selon une approche intersectorielle sont ceux auxquels participent de multiples secteurs économiques et d’autres parties prenantes en vue de planifier l’utilisation des espaces côtiers et aquatiques. Il peut s’agir d’autorités chargées de la gestion intégrée des zones côtières, des bassins lacustres, de la gestion des bassins hydrographiques et des plaines inondables et de l’aménagement de l’espace maritime. Étant donné que les principaux bassins hydrographiques et écorégions côtières transcendent les frontières politiques, ces instances de planification sont souvent transnationales. Malheureusement, les pêches et l’aquaculture n’y sont pas toujours bien représentées: la planification des ressources en eau et de l’utilisation des terres a tendance

à prendre le pas sur les instances qui gèrent les bassins lacustres et fluviaux; et les secteurs urbains, industriels, touristiques et du pétrole et du gaz de haute mer ont tendance à dominer la planification spatiale côtière et marine. Dans les zones côtières des tropiques où prédominent les récifs coralliens, la conservation de la biodiversité marine est un moteur de plus en plus important du processus d’élaboration des politiques. L’intégration de l’habitat et de la conservation des écosystèmes est possible grâce à l’amélioration de la gouvernance des pêches, car pour fonctionner sainement, le secteur doit pouvoir s’appuyer sur des écosystèmes en bon état.

Les politiques et les interventions liées aux pêches et à l’aquaculture tenant compte des questions de nutrition sont donc confrontées à un triple défi: collaborer avec le secteur des pêches pour mettre la sécurité alimentaire et la nutrition dans son agenda; travailler avec le secteur des pêches et de l’aquaculture pour veiller à ce que les intérêts du secteur (et la sécurité alimentaire) soient inclus dans la planification des bassins fluviaux et de l’espace marin; et veiller à ce que ces questions restent inscrites au programme dans le contexte de négociations transfrontières sur l’utilisation et l’allocation des ressources.

On peut citer les exemples ci-après d’instances régionales pertinentes où le secteur des pêches est engagé dans de tels débats:

- La Commission du Mékong, qui prodigue des conseils sur la gestion des ressources hydriques dans le bassin fluvial que se partagent le Cambodge, la Chine, la République démocratique populaire lao, la Thaïlande et le Vietnam. Le développement hydroélectrique du pays en amont et les pêches avec leurs conséquences sur la sécurité alimentaire en aval sont une source particulière de préoccupation.
- Le Programme du grand écosystème marin du golfe du Bengale, où les moyens de subsistance et les besoins nutritionnels de centaines de millions de personnes des zones côtières du Bangladesh, de l’Inde, de Myanmar et de la Thaïlande dépendent de la bonne gestion des eaux côtières affectées par des changements dans une vaste zone côtière densément peuplée.

Outre l'engagement politique pour veiller à ce que les intérêts des pêches et de la sécurité alimentaire soient entendus aux niveaux appropriés, il existe toute une série d'options techniques visant à remédier à certains de ces problèmes et veiller à ce que le secteur continue de fournir des aliments riches en nutriments à des prix abordables. Nombre de ces possibilités résident dans l'aquaculture, où il existe de grandes possibilités de développer la production et de mieux intégrer les préoccupations en matière de nutrition:

- Intensification des systèmes de production. Il peut s'agir d'éviter la concurrence dans les eaux de surface côtières et intérieures en investissant dans des systèmes fermés ou de recirculation. Ceux-ci sont utilisés pour l'aquaculture des crevettes en Arabie saoudite et à Singapour, par exemple, et pour le saumon au Chili, au Canada et aux États-Unis.
- Promotion des approches axées sur les risques, les connaissances et les pratiques d'utilisation responsable des médicaments vétérinaires dans le domaine de l'aquaculture.
- Progrès en matière de technologie des aliments pour animaux. Il s'agit notamment de réduire l'utilisation de farine de poisson et la possibilité d'élaborer des «aliments sur mesure» de manière à produire du poisson doté d'attributs nutritionnels spécifiques. Cela se pratique déjà dans l'industrie de la volaille.
- Aquaculture multi-trophique. Elle implique la culture de différentes espèces placées ensemble dans des systèmes moins intensifs, comme des étangs, ainsi que l'intégration de systèmes d'aquaculture avec d'autres systèmes agricoles et de traitement des déchets, afin d'accroître l'efficacité énergie-utilisation et de réduire les coûts de traitement des déchets.
- Déplacement vers la haute mer. L'espace côtier et intérieur se faisant de plus en plus restreint, les opérations d'aquaculture commencent à se déplacer en eaux libres. Cela suppose des changements technologiques et législatifs.

Dans les pêches de capture, la tâche de répondre à la hausse de la demande peut être facilitée par une utilisation plus efficace du potentiel de production existant. Cela signifie la recherche de possibilités de limiter les pertes en mer (mise à mort accidentelle de poissons non capturés ou utilisation de techniques ou d'engins de pêche destructeurs) en réduisant les variations de la qualité du poisson après capture et en améliorant l'utilisation du poisson grâce à de bonnes pratiques de manipulation, des techniques de transformation et l'utilisation de matières brutes restantes ou de sous-produits qui sont actuellement considérés comme des déchets (voir encadré 15).

L'amélioration de la gouvernance des pêches, l'investissement dans l'aquaculture et l'amélioration de l'utilisation peuvent, associés à l'appui aux politiques de développement humain dans le secteur des petites entreprises, déboucher sur une production et une distribution du poisson qui suivent le rythme de la demande et sont assurées par ceux qui sont susceptibles d'être exposés à la malnutrition (voir encadré 16).

Étape 4 **COMPRENDRE L'ÉCONOMIE POLITIQUE**

Cette dernière étape d'évaluation de la mesure dans laquelle les interventions politiques peuvent appuyer l'intégration des considérations de sécurité alimentaire et de nutrition dans les politiques de pêches et de l'aquaculture vise à examiner le processus de politique global à des échelles pertinentes (généralement nationales ou régionales). De nombreuses prescriptions politiques émanent de groupes de réflexion mondiaux et d'organisations internationales ou sont le produit d'«enseignements tirés de l'expérience» d'autres pays, et on tient souvent leur transférabilité pour acquise. Toutefois, la réforme des politiques est un processus politique, et le fait de comprendre ce qui détermine les politiques et comment les politiques changent est un élément nécessaire à toute tentative visant à améliorer l'intégration des politiques liées à l'alimentation et à la nutrition et des politiques de pêches. Une analyse de l'économie politique du potentiel de changement du secteur des pêches et de l'aquaculture plus axé sur la nutrition commencerait par une série de questions destinées à identifier les parties prenantes, leurs intérêts et leur pouvoir d'appuyer ou de faire obstacle à un changement de politique ou à la mise en œuvre de politiques.

ENCADRÉ 16



Du poisson pour une population croissante dans les îles du Pacifique

Le secteur des pêches des **Îles Salomon** joue un rôle important pour la sécurité alimentaire. Comme dans d'autres pays et territoires insulaires du Pacifique, la plupart des protéines animales consommées par la population provenaient historiquement du poisson, et la pêche de subsistance autour des récifs coralliens frangeants satisfaisait la plupart des besoins nationaux. Aujourd'hui, les insulaires salomoniens sont confrontés aux problèmes posés par l'accès des pêches, la dégradation de l'habitat des récifs coralliens, l'augmentation du temps de déplacement vers les zones de pêche, ainsi que l'accroissement de la population (Weeratunge *et al.*, 2011) et on s'attend actuellement à ce qu'ils ne parviennent pas à satisfaire la demande de poisson en 2030. La Stratégie nationale de développement pour les Îles Salomon a identifié l'amélioration de la sécurité alimentaire comme l'une des grandes priorités pour 2011-2020 et a mis en évidence la nécessité d'améliorer l'accès à des aliments nutritifs (voir encadré 8 pour plus de renseignements sur la situation nutritionnelle dans les pays et territoires insulaires du Pacifique) et de veiller à ce que l'augmentation de la productivité des pêches et de l'agriculture renforce la sécurité alimentaire et améliore les moyens de subsistance. Au moins trois possibilités existent pour maintenir et accroître la disponibilité du poisson: maintenir et renforcer les pêches intérieures (récifs); développer l'aquaculture côtière et en eau douce; et orienter vers les marchés intérieurs certaines des vastes ressources thonières de la Zone économique exclusive (ZEE) des Îles Salomon, qui sont actuellement presque toutes exportées et ne contribuent qu'indirectement à la sécurité alimentaire, même si elles constituent une source de recettes pour le gouvernement des Îles Salomon. Les programmes nationaux et internationaux d'aide et de développement s'intéressent à la fois au secteur des pêches et aux questions de sécurité alimentaire dans les Îles Salomon, et le secteur des

organisations à but non lucratif qui défendent l'environnement a également gagné en importance pour ce qui concerne le développement des ressources marines, répondant en partie aux préoccupations liées à la préservation causées par la forte augmentation des activités de pêche enregistrée par de nombreux pays et territoires insulaires du Pacifique. Le Partenariat d'aide au Triangle de corail fait partie de ces efforts déployés pour conjuguer les programmes d'aide gouvernementaux ainsi que les organisations non gouvernementales et les organismes de conservation pour préserver les ressources des récifs. Cette initiative s'inscrit dans le cadre d'un vaste effort multinational (auquel participent aussi l'Indonésie, la Malaisie, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, les Philippines, et le Timor L'Est) qui met l'accent sur le développement de la région dans le but d'assurer l'équilibre entre conservation, perspectives économiques et sécurité alimentaire. Plusieurs pays de la région développent également de petites entreprises d'aquaculture pour répondre à la demande en poisson, y compris les Îles Salomon.

La réorientation des exportations lucratives de thon vers les marchés intérieurs est une entreprise politique plus complexe. L'Accord de Nauru est une stratégie de gestion commune des poissons migrateurs du Pacifique occidental convenue entre les gouvernements des Îles Marshall, des Îles Salomon, de Kiribati, de Micronésie, de Nauru, de Palaos, de Papouasie-Nouvelle-Guinée et de Tuvalu, qui contrôlent ensemble entre 25 et 30 pour cent de l'approvisionnement thonier mondial. Les modifications apportées à l'Accord de Nauru sur la gestion du thon peuvent ouvrir ou limiter l'accès au thon et aux moyens de subsistance subventionnés (Havice, 2013). Les populations qui vivent dans des zones urbaines où sont livrées des cargaisons transnationales de thon peuvent s'attendre à une augmentation de l'approvisionnement en thon sur les marchés locaux. Par exemple, l'interdiction récente de rejeter les poissons sous-dimensionnés à la mer peut entraîner une augmentation des volumes de thon plus importants pour les marchés du transport, et une partie de ce volume devrait également parvenir jusqu'aux consommateurs locaux (Hayes, 2015).

Ces questions pourraient être notamment les suivantes:

- Qui sont les principales parties prenantes du secteur des pêches et de l'aquaculture et quels sont leurs intérêts et pouvoirs? Quelles parties prenantes représentent les intérêts et besoins spécifiques des hommes et des femmes les plus vulnérables au sein des communautés de pêcheurs?
- Qui fixe l'agenda politique de pêches et de l'aquaculture? Qui conseille/influence qui?
- Quelles sont les influences locales, nationales, régionales et internationales?
- Qui sont les «champions» du changement politique? Qui fait obstacle au changement?
- Qui sont les gagnants et les perdants potentiels en cas de changement de politique vers un secteur des pêches et de l'aquaculture davantage axé sur la nutrition?
- Comment les processus politiques formels et informels sont-ils organisés? (forums, mécanismes de coordination et structures institutionnelles, règles et procédures). Comment le débat en matière de politiques est-il organisé? Quels sont les espaces politiques et où se trouvent-ils? Dans quelle mesure le processus est-il vraiment inclusif?

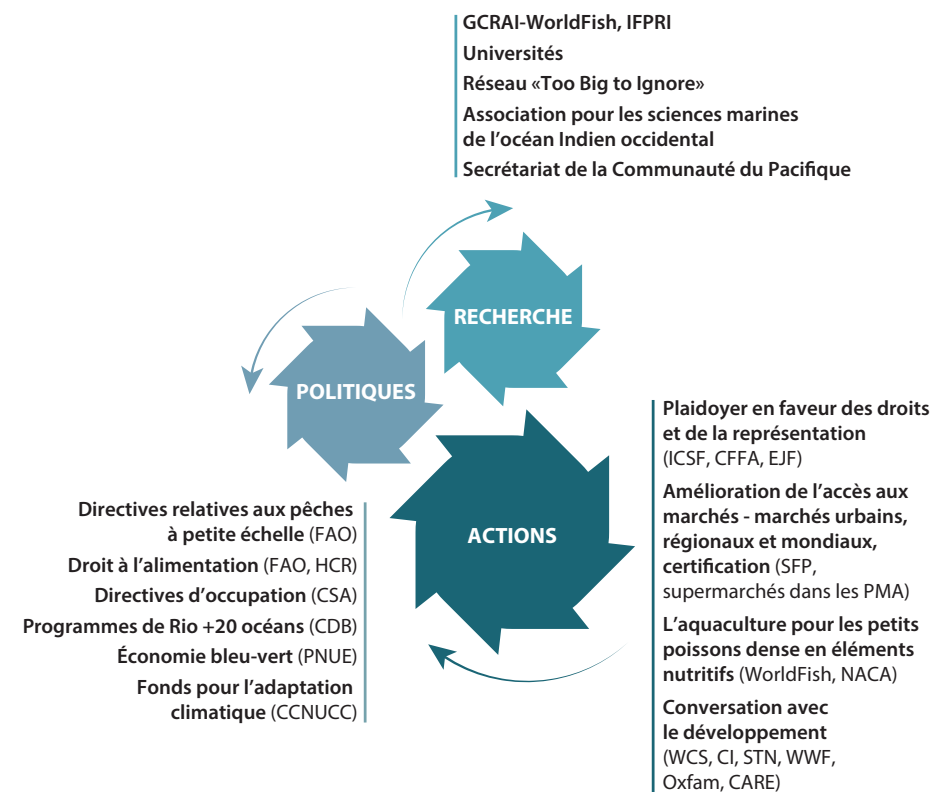
Les politiques de pêches et de l'aquaculture sont modelées par les acteurs étatiques et non étatiques opérant à de multiples niveaux (voir figure 5). Les normes mondiales, les codes de conduite et les initiatives politiques de la FAO, du PNUE et d'autres organismes des Nations Unies ont une importante fonction au moment de la formulation de l'agenda. Ces normes et codes sont de plus en plus souvent élaborés par le biais de vastes consultations avec les parties prenantes, y compris les récentes Directives d'application volontaire visant à assurer la durabilité de la pêche artisanale dans le contexte de la sécurité alimentaire et de l'éradication de la pauvreté. Ces directives représentent un consensus mondial sur la gouvernance et le développement des pêches artisanales et sont le résultat d'un long processus de consultation qui a fait intervenir directement plus de 4000 parties prenantes de plus de 100 pays.

Dans le secteur des pêches, le principal processus de ratification de ces initiatives est le Comité des pêches de la FAO, composé de représentants des 193 États membres de la FAO, qui se réunit tous les deux ans. Les initiatives de politique

font l'objet de débats, et leur éventuelle approbation dégage un mandat pour leur mise en œuvre par le biais de politiques nationales et régionales. Ce sont ces types de processus qui œuvrent à l'intégration de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans des réformes des politiques du secteur des pêches. Le financement des réformes des politiques de pêches et de leur mise en œuvre a généralement été l'apanage des pouvoirs publics et des investisseurs et des donateurs bilatéraux et multilatéraux comme la Banque mondiale, la Banque asiatique de développement et le Fonds International de développement agricole. Au cours des dernières décennies, des organisations philanthropiques et le secteur privé ont investi assez massivement dans la recherche, l'élaboration de politiques et la mise à l'essai de nouvelles initiatives. Ces initiatives ont été particulièrement importantes dans les domaines de la préservation de l'environnement marin, des investissements faits dans les liens du marché mondial et de la promotion de la pêche durable.

Les organisations de la société civile dans les domaines social et environnemental, et des acteurs influents du marché (comme les principaux acheteurs de produits de la mer) ainsi que certains organismes de recherche ont leur mot à dire dans l'élaboration ou la mise en œuvre de politiques de pêches (voir figure 5). Les organisations qui représentent les producteurs de poisson, comme la Coalition internationale des travailleurs de la pêche et des pêcheurs, le Forum mondial des pêcheurs et des travailleurs, le Forum mondial des pêcheurs et le Collectif international d'appui aux pêcheurs travaillent au nom des communautés de pêcheurs, y compris les femmes pêcheurs par l'intermédiaire de leur branche en charge des femmes dans le secteur des pêches. Pour faire en sorte que leurs voix soient entendues dans les négociations de haut niveau sur la gouvernance des côtes et des océans, de nombreux producteurs et organisations commerciales régionaux, nationaux et locaux sont là pour appuyer leurs membres dans le cadre de forums nationaux et régionaux. Alors que les pêches et l'aquaculture s'intègrent progressivement à la sécurité alimentaire, la nutrition et la santé, d'autres acteurs mondiaux et régionaux gagnent en influence; une grande part des travaux actuels sur le poisson et l'alimentation se déroule dans le cadre d'organisations régionales comme le Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique et des travaux sur les programmes «Initiative alimentaire pour l'avenir» et «1000 premiers jours» de l'USAID.

FIGURE 5. Une sélection d'acteurs mondiaux et régionaux influents et de processus d'élaboration des politiques dans le secteur des pêches et son intersection avec la sécurité alimentaire et la nutrition



GCRAI = Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale; **IFPRI** = Institut international de recherche sur les politiques alimentaires; **HCR** = Commissaire aux Droits de l'Homme
CSA = Comité de la sécurité alimentaire de la FAO; **CDB** = Convention sur la diversité biologique;
PNUE = Programme des Nations Unies sur l'environnement; **CCNUCC** = Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques; **ICSF** = Collectif international à l'appui de travailleurs de la pêche; **CFFA** = Coalition pour des accords de pêche équitables; **EJF** = Environmental Justice Foundation; **SFP** = Partenariat de pêche durable; **NACA** = Réseau des Centres d'Aquaculture d'Asie; **WCS** = Wildlife Conservation Society ; **CI** = Conservation International; **WWF** = Fonds mondial pour la nature

Vers la mise en œuvre de politiques de pêches axées sur la sécurité alimentaire et la nutrition

Une approche analytique simple, fondée sur l'identification des parties prenantes, peut contribuer à définir les mesures nécessaires à une politique plus intégrée aux niveaux régional, national et sous-national:

- i) Analyser le style dominant des politiques élaborées dans ce secteur et utiliser cette analyse pour déterminer comment influencer sur ces politiques.

Si les pêches et l'aquaculture sont identifiées comme importantes sur le plan nutritionnel mais que cet aspect est insuffisamment représenté dans les politiques actuelles de pêches, il sera souhaitable de réformer les politiques pour mieux prendre en compte l'importance du secteur pour ce qui touche à la nutrition et la sécurité alimentaire. Pour réformer les politiques, il convient de comprendre comment celles-ci sont élaborées dans chaque pays. Ainsi, si les politiques relatives aux pêches sont largement mises en œuvre par les autorités traditionnelles (comme par exemple pour les pêches côtières dans les îles Fidji), alors les réformes visant à orienter les politiques vers une plus grande prise en compte de la nutrition et de la santé doivent être produites en collaboration avec les leaders traditionnels. Si le secteur des organisations non gouvernementales nationales est influent (comme c'est le cas au Bangladesh), alors les grandes organisations non gouvernementales seront des partenaires importants du dialogue sur les politiques et de leur mise en œuvre. Dans les grands États décentralisés comme l'Indonésie, les autorités locales et provinciales peuvent être les principaux agents de la réforme des politiques. Dans tous les cas, les ministères clés qui devraient participer à ces analyses et formulations de politiques sont ceux de la santé, de l'agriculture et l'alimentation, de l'environnement et, dans certains cas, les ministères des finances et du commerce. Pour veiller à ce que les politiques prennent en compte l'incidence des inégalités entre les sexes sur le secteur des pêches et de l'aquaculture et afin qu'elles intègrent des mesures visant à remédier à ces inégalités, il est recommandé que le ministère chargé des affaires féminines ou de l'égalité entre les sexes (il s'agit parfois du Ministère des affaires sociales), la

branche du Ministère de l'Agriculture chargée de l'égalité entre les sexes, si cette branche existe, et les organisations de femmes liées aux pêches, soient également consultés.

ii) Évaluer la faisabilité et le coût des réformes pour un secteur des pêches et de l'aquaculture tenant compte de la nutrition dans le contexte de l'économie politique nationale.

Certains pays peuvent se montrer très réceptifs à un message politique qui met en avant la contribution du poisson à la nutrition par exemple le Cambodge et le Bangladesh où de vastes populations sensibilisées aux questions nutritionnelles ont accès au poisson directement ou sur leurs marchés locaux. Dans les pays où une grande partie des recettes de l'État proviennent de la vente de licences de pêche à des flottes industrielles nationales et étrangères, les politiques visant à orienter le poisson vers les consommateurs à faible revenu peuvent entrer en conflit avec les intérêts de l'État et les acteurs influents du secteur privé et risquent de ne pas avoir beaucoup de poids (voir par exemple, à l'encadré 17, le cas de l'anchois péruvien). En l'occurrence, des investissements dans la pisciculture ou l'importation de poisson pourraient répondre aux besoins nutritionnels de la population. Dans des pays comme le Ghana et le Sénégal, où le rendement en poisson destiné à la consommation humaine augmenterait s'il était possible de réduire la pression sur les stocks, la surcapacité est maintenue grâce à des subventions aux carburants qui sur le plan politique sont difficiles à supprimer. Dans de tels cas, la stabilité politique est maintenue au détriment de l'amélioration de la sécurité nutritionnelle et de l'optimisation de la performance financière du secteur des pêches.

iii) Élaborer des plans nationaux pour une transition vers un secteur des pêches et de l'aquaculture tenant compte des questions de nutrition.

Lorsqu'il existe des preuves suffisantes que les pêches et l'aquaculture pourraient apporter des avantages substantiels à la nutrition et à la santé humaine si les politiques prenaient plus en compte les questions nutritionnelles ou étaient davantage axées sur la sécurité alimentaire, les États et leurs partenaires

de développement pourraient utiliser les étapes analytiques susmentionnées pour définir les objectifs de politique générale, les processus de participation intersectorielle et d'harmonisation des politiques et les mécanismes institutionnels à l'appui de la mise en œuvre des politiques (y compris le financement et le renforcement des capacités). Cela permettrait à des améliorations sectorielles apportées à la gouvernance des ressources et à la productivité de se traduire par des améliorations en matière de nutrition, de santé et de bien-être.

iv) Comprendre les questions de justice distributive et les conséquences imprévues des réformes politiques.

L'identification de ceux qui peuvent être avantagés ou pénalisés par le changement est une tâche clé de la réforme des politiques. Considérées parallèlement à une analyse du pouvoir et de la légitimité relatifs des parties prenantes, ces informations peuvent indiquer d'où l'opposition et le soutien sont susceptibles de provenir, et nuancer l'élaboration de toute mesure d'atténuation nécessaire pour prendre en compte ceux dont les intérêts sont menacés, en gardant à l'esprit les considérations de «genre». En procédant à l'analyse des politiques il convient aussi d'être attentif aux conséquences non souhaitées des changements de politiques. Par exemple, la recherche a démontré la haute valeur nutritive des espèces de petits poissons locales du Bangladesh, y compris le «mola», riche en fer et en vitamine A. Autrefois, ce poisson n'était consommé que par les populations pauvres des zones rurales, et son élevage dans des systèmes d'étangs a été préconisé dans le cadre d'initiatives de sécurité alimentaire et de nutrition. Dans l'intervalle, le «mola» a trouvé un marché parmi les classes moyennes urbaines et son prix au poids a maintenant dépassé celui de la carpe d'élevage ou du tilapia (Fiedler *et al.*, 2016). C'est ce que l'on pourrait appeler «l'effet super-aliment» – quand un élément important du régime alimentaire des populations pauvres est identifié comme étant bénéfique pour la santé, qu'il est commercialisé auprès de riches consommateurs soucieux de leur santé et qu'éventuellement il peut devenir trop coûteux pour que les populations pauvres puissent continuer à en manger. Le meilleur exemple de ce phénomène est sans doute la graine de quinoa andine.

ENCADRÉ 17



Compromis politiques pour l'anchois péruvien

Les compromis liés à l'anchois péruvien consistent à choisir entre renforcer la valeur du poisson débarqué en le vendant à des fabriques de farine de poisson et en renonçant à sa contribution nutritionnelle, ou obtenir une moindre valeur économique en le vendant sur des marchés locaux péruviens pour la consommation humaine tout en contribuant à la sécurité nutritionnelle. Il existe également des obstacles après capture qui limitent la mise en place d'un accès direct de l'anchois aux marchés péruviens. Premièrement, les usines qui traitent l'anchois pour la consommation humaine directe doivent obtenir des licences sanitaires supplémentaires. Deuxièmement, comme il s'agit d'un poisson fragile, une grande partie du traitement doit être accompli à la main pour maintenir une meilleure qualité, ce qui génère des possibilités d'emploi mais aussi potentiellement des coûts plus élevés que le processus mécanisé utilisé pour obtenir la farine de poisson (Caillaux *et al.*, 2013). D'après les témoignages des médias et les rapports sur les marchés, les Péruviens seraient de plus en plus conscients de la valeur de l'anchois et de ses capacités d'atténuer la malnutrition et d'appuyer des régimes alimentaires sains. L'anchois a été inclus dans le rapport de la *Comisión Multisectorial de Seguridad Alimentaria y Nutricional* (Commission multisectorielle de sécurité alimentaire et de nutrition – CMSAN) sur les objectifs de la stratégie nationale concernant la

sécurité alimentaire et la nutrition dans la période 2013-2021, qui constitue l'un des résumés le plus complets à ce jour. Ce rapport reconnaît la richesse du Pérou sur le plan de la vie marine et de la valeur nutritive que celle-ci apporte aux Péruviens, qui mangent environ 22 kilogrammes de poisson par an. L'anchois en particulier est décrit comme une source de nutrition abondante et précieuse.

Si l'industrie préfère poursuivre ses activités dans le commerce de farine de poisson, les petites entreprises de pêche pourraient fournir davantage de poisson aux marchés locaux. Toutefois, le rapport de la CMSAN indique que les normes sociales mal harmonisées, l'absence de bonnes pratiques de pêche, le développement des entreprises et les problèmes que pose l'intégration de la consommation humaine dans la chaîne d'approvisionnement sont des raisons pour lesquelles si peu d'espèces marines capturées sont consommées par les Péruviens. Le rapport indique qu'il serait de l'intérêt national de promouvoir la valeur nutritive de l'anchois et d'augmenter les captures afin que la consommation péruvienne puisse atteindre ses objectifs. Outre l'intervention politique du gouvernement, les organismes à but non lucratif et les institutions universitaires internationales se sont invités dans le débat autour de l'anchois et de la sécurité alimentaire. Par exemple, en utilisant les dons d'une fondation privée, l'organisation à but non lucratif Oceana a ouvert un bureau régional au Pérou et nommé un expert en pêche de l'anchois péruvien pour diriger l'appui apporté à la double approche consistant à protéger l'habitat marin et à sensibiliser le public à l'importance du poisson en tant qu'aliment pour la population locale (Oceana, 2015).

Observations finales

Le programme des Objectifs de développement durable fait de la réalisation de la sécurité alimentaire et de l'éradication de la malnutrition une priorité mondiale. Dans ce contexte, l'importance des pêches pour les systèmes alimentaires locaux et mondiaux et leur contribution à la nutrition et à la santé, en particulier pour les populations pauvres, ne sont pas prises en considération ou sont sous-évaluées.

En écho à l'appel lancé en faveur d'une diversification de la recherche agricole et des investissements au-delà de quelques céréales de base, les gains de productivité dégagés par quelques espèces aquatiques cultivées risquent de ne pas être suffisants. Il convient de favoriser les complémentarités entre les pêches de capture et l'aquaculture à l'appui de gains mesurables en matière de sécurité alimentaire, de nutrition et de santé. L'absence d'une politique nutritionnelle axée sur les pêches de capture et l'aquaculture constitue une occasion inexploitée dont il faut absolument tirer parti afin de garantir des régimes alimentaires sains et durables pour tous.

Dans le passé, les politiques de pêches et de l'aquaculture n'ont pas été conçues pour mettre l'accent sur la sécurité alimentaire et la nutrition. On tire couramment des conclusions générales sur les bienfaits de la conservation des pêches et de l'augmentation de la production aquacole pour la sécurité alimentaire, la nutrition et la santé, mais les précisions sur leurs incidences politiques ont été insuffisantes, en partie en raison du manque de données disponibles à des échelles appropriées et en partie en raison de la complexité du secteur. Ce secteur est varié, lié à d'autres questions économiques, environnementales, sociales et d'égalité de genre et d'équité, et comme il est en partie dépendant de la productivité des écosystèmes naturels, il n'est pas aussi gouvernable que les systèmes de production alimentaire qui se trouvent davantage sous contrôle humain.

La présente note a fourni des orientations sur l'éventail de problèmes qu'il convient de prendre en compte lorsque l'on tente d'harmoniser les politiques relatives aux pêches avec les préoccupations liées à la sécurité alimentaire et la nutrition. Une telle harmonisation serait bénéfique tant pour ceux qui vivent de la pêche et de la pisciculture que pour les personnes qui dépendent de l'accès au poisson pour maintenir une alimentation saine.

Références

- Allison, E.H. 2011. Aquaculture, fisheries, poverty and food security. World-Fish Center, Penang, Malaisie.
- Asche, F., Bellemare, M.F., Roheim, C., Smith, M.D. & Tveteras, S. 2015. Fair enough? Food security and the international trade of seafood. *World Development*, 67, pp.151-160.
- Banque mondiale. 2012. Hidden Harvest: The Global Contribution of Capture Fisheries. Washington, DC. <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/11873>; Nations Unies. Objectif 14. Conserver et exploiter de manière durable les océans, les mers et les ressources marines. Objectifs de développement durable.
- Basurto, X., Gelcich, S. & Ostrom, E. (2013). The social-ecological system framework as a knowledge classificatory system for benthic small-scale fisheries. *Global Environmental Change*, 23(6), 1366-1380.
- Bell, J.D., Allain, V., Allison, E.H., Andréfouët, S., Andrew, N.L., Batty, M.J., Blanc, M., Dambacher, J.M., Hampton, J., Hanich, Q. & Harley, S. 2015. Diversifying the use of tuna to improve food security and public health in Pacific Island countries and territories. *Marine Policy*, 51, pp.584-591.
- Belton, B. & Thilsted, S.H. 2014. Fisheries in transition: food and nutrition security implications for the global South. *Global Food Security*, 3(1), pp.59-66.
- Béné, C., Hersoug, B. & Allison, E.H. 2010. Not by rent alone: analysing the propoor functions of small-scale fisheries in developing countries. *Development Policy Review*, 28(3), pp.325-358.
- Beveridge, M.C.M., Thilsted, S.H., Phillips, M.J., Metian, M., Troell, M. & Hall, S.J. 2013. Meeting the food and nutrition needs of the poor: the role of fish and the opportunities and challenges emerging from the rise of aquaculture. *Journal of fish biology*, 83(4): 1067-1084.
- Bjørndal, T., Child, A., Lem, A. & Dey, M.M. 2015. Value chain dynamics and the small-scale sector: A summary of findings and policy recommendations for fisheries and aquaculture trade. *Aquaculture Economics & Management*, 19(1), pp.148-173.
- Caillaux, M., Cosmelli, M., Fuller, J., Kirschner, Y., Mangin, T. & Thornton, S. 2013. Assessing management strategies for the artisanal sector of the Peruvian Anchoveta Fishery (Thèse de groupe, Université de Californie, Santa Barbara).
- Dalton, A., Wolmarans, P., Witthuhn, R.C., van Stuijvenberg, M.E., Swanevelde, S.A. & Smuts, C.M. 2009. A randomised control trial in schoolchildren showed improvement in cognitive function after consuming a bread spread, containing fish flour from a marine source. *Prostaglandins, leukotrienes and essential fatty acids*, 80(2), pp.143-149.
- Commission européenne. 2009. Manuel sur l'application pratique du Règlement du Conseil (EC) n° 1005/2008 du 29 septembre 2008 établissant un système communautaire destiné à prévenir, à décourager et à éradiquer la pêche illicite, non déclarée et non réglementée («Règlement INN»).
- Commission européenne. 2015. Lutte contre la pêche illicite: la Commission distribue des cartons jaunes à Taïwan et aux Comores, à titre d'avertissement, et se félicite des réformes menées au Ghana et en Papouasie-Nouvelle Guinée.
- FAO. 2010. Rapport de la FAO sur les pêches et l'aquaculture n° 978. Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Rome. Disponible en anglais à l'adresse suivante: www.fao.org/docrep/014/ba0136e/ba0136e00.pdf
- FAO. 2011. Les réalisations et les succès du Cambodge et de la FAO. Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Rome. Disponible en anglais à l'adresse suivante: [//www.fao.org/3/a-at004e.pdf](http://www.fao.org/3/a-at004e.pdf)
- FAO. 2012. Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale. Rome: FAO.
- FAO. 2015a Un examen de l'accès des femmes à la pêche dans le secteur des pêches artisanales. Circulaire sur les pêches et l'aquaculture n° 1098. FIRO/ C1098. Rome: FAO.
- FAO. 2015b L'aquaculture pour la sécurité alimentaire, la réduction de la pauvreté et la nutrition (AFSPAN) Rapport technique final. Rome: FAO.
- FAO. 2015c. Directives d'application volontaire visant à assurer la durabilité de la pêche artisanale dans le contexte de la sécurité alimentaire et de l'éradication de la pauvreté. Rome: FAO.

- FAO. 2015d. Cadre d'action du Comité sur la sécurité alimentaire mondiale pour la sécurité alimentaire et la nutrition lors des crises prolongées (CFS-FFA) Consulté pour la dernière fois le 2/20/2016: <ftp://ftp.fao.org/FI/DOCUMENT/COFI/cofift15/4e.pdf>
- FAO. 2016. La situation mondiale des pêches et de l'aquaculture 2016.
- FAO/OMS. 2010. Rapport de la Consultation d'experts mixte FAO/OMS sur les risques et les avantages de la consommation de poisson.
- FAO/OMS. 2014. Déclaration de Rome sur la nutrition: document final. Deuxième Conférence internationale sur la nutrition Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Rome, Italie.
- Fiedler, J. L., Lividini, K., Drummond, E., & Thilsted, S. H. 2016. Strengthening the contribution of aquaculture to food and nutrition security: The potential of a vitamin A-rich, small fish in Bangladesh. *Aquaculture*, 452, 291-303.
- Fiji Locally Managed Marine Area (FLMMA). 2011. The way we work together: Guidelines for members of the FLMMA network. Disponible à l'adresse suivante: https://www.sprep.org/attachments/pipap/flmma_operations_guide_1.pdf
- Geheb, K., Kalloch, S., Medard, S., Nyapendi, A-T., Lwenya, C., & Kyangwa, M. 2008. Nile perch and the hungry of Lake Victoria: Gender, status and food in an East African fishery. *Food Policy* 33(1): 85-98.
- Globefish. 2013. By-products of tuna processing. Globefish Research Programme, 112. <http://www.globefish.org/vol-112-by-products-of-tuna-processing.html>
- Gutiérrez, N. L., Hilborn, R., & Defeo, O. 2011. Leadership, social capital and incentives promote successful fisheries. *Nature*, 470(7334), 386-389.
- Havice, E. 2013. Rights-based management in the Western and Central Pacific Ocean tuna fishery: economic and environmental change under the Vessel Day Scheme. *Marine Policy*, 42, 259-267.
- Hayes, D. 2015. Pacific Island countries urged to increase tuna consumption. *World Fishing & Aquaculture*. Dernière visite le 8/3/2016: <http://www.worldfishing.net/news101/regional-focus/pacific-island-countries-urged-to-increase-tuna-consumption>.
- Hilborn, R., Orensanz, J. L. & Parma, A. M. 2005. Institutions, incentives and the future of fisheries. *Philosophical Transactions of the Royal Society of London B: Biological Sciences*, 360(1453), 47-57.
- Hishamunda, N., Ridler, N.B., Bueno, P. & Yap, W.G. 2009. Commercial aquaculture in Southeast Asia: Some policy lessons. *Food Policy* 34, 102-107.
- HLPE. 2014. Sustainable fisheries and aquaculture for food security and nutrition. Un rapport du Groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition du Comité de la sécurité alimentaire mondiale, Rome, 2014.
- Isaacs, M. 2011. Individual transferable quotas, poverty alleviation and challenges for small-country fisheries policy in South Africa. *Maritime Studies (MAST)* 10 (2), 63-84.
- Kurien, J., & Rios, J.L. 2013. Flavouring fish into food security: A Preliminary Assessment of the Integration of Fisheries and Aquaculture into Food and Nutrition Policy Frameworks of East and South Africa and Indian Ocean Countries. REPORT/RAPPORT: SF-FAO/2013/14.
- Locally Managed Marine Area Network (LMMA). LMMA Fiji. Dernière visite le 8/3/2016: <http://lmmanetwork.org/who-we-are/country-networks/fiji/>
- Longley, C., Haraksingh Thilsted, S., Beveridge, M., Cole, S., Banda Nyirenda, D., Heck, S., & Hother, A. L. 2014. The role of fish in the first 1,000 days in Zambia.
- Merino, G., Barange, M., Blanchard, J.L., Harle, J., Holmes, R., Allen, I., Allison, E.H., Badjeck, M.C., Dulvy, N.K., Holt, J. & Jennings, S. 2012. Can marine fisheries and aquaculture meet fish demand from a growing human population in a changing climate? *Global Environmental Change*, 22(4), pp.795-806.
- Moshy, V.H., Masenge, T.J. & Bryceson, I. 2013. Undernutrition among under-five children in two fishing communities in Mafia Island Marine Park, Tanzania. *Journal of Sustainable Development*, 6(6), p.1.
- Msangi, S., Kobayashi, M., Batka, M., Vannuccini, S., Dey, M.M. & Anderson, J.L. 2013. Fish to 2030: Prospects for fisheries and aquaculture. Rapport de la Banque mondiale.
- El Mostrador (Service d'information) Pescadores artesanales insisten en que «la DC recibió pagos de las 7 familias». Publié le 14/7/2016. Dernière visite le 8/3/2016: <http://www.elmostrador.cl/noticias/pais/2016/07/14/pescadoresartesanales-insisten-en-que-la-dc-recibio-pagos-de-las-7-familias/>
- Needham, S. & Funge-Smith, S. J. 2014. "The consumption of fish and fish products in the Asia-Pacific region based on household surveys". Bureau régional de la FAO pour l'Asie et le Pacifique, Bangkok (Thaïlande). Publication RAP 2015/12. 87 pp.

- Oceana. 2015. Oceana Appoints Dr. Patricia Majluf to Lead in Peru. Communiqué de presse. Dernière visite le 8/3/2016: <http://oceana.org/press-center/press-releases/oceana-appoints-dr-patricia-majluf-lead-peru>
- Ortiz, G. 2010. Ecuador: Manta, World capital of tuna. Inter Press Service News Agency. Dernière visite le 8/3/2016: <http://www.ipsnews.net/2010/12/ecuador-manta-the-world-capital-of-tuna/>
- Peña, K. 2013. Institutionalizing Food Sovereignty in Ecuador. Document de séance n° 51. Food Sovereignty: A Critical Dialogue. Conférence internationale, Université de Yale.
- Da Rocha, J. M., Cervino, S., & Villasante, S. 2012. The Common Fisheries Policy: An enforcement problem. *Marine Policy*, 36(6), 1309-1314.
- Peru Sabe. 2012. Documentaire. Réalisé par Jesus M. Santos.
- Sale, P. F., Agardy, T., Ainsworth, C. H., Feist, B. E., Bell, J. D., Christie, P., & Daw, T. M. 2014. Transforming management of tropical coastal seas to cope with challenges of the 21st century. *Marine pollution bulletin*, 85(1), pp. 8-23.
- Sampson, G.S., Sanchirico, J.N., Roheim, C.A., Bush, S.R., Taylor, J.E., Allison, E.H., Anderson, J.L., Ban, N.C., Fujita, R., Jupiter, S. & Wilson, J.R. 2015. Secure sustainable seafood from developing countries. *Science*, 348(6234), pp. 504-506.
- de Schutter, O. 2012. 'Fisheries and the right to food', Rapport présenté à la soixante-septième session de l'Assemblée générale des Nations Unies [A/67/268] UNHRC.
- Sommet mondial pour le développement durable. 2012. L'avenir que nous voulons. Nations Unies. <https://sustainabledevelopment.un.org/futurewewant.html>
- Thilsted, S., Thorne-Lyman, A., Webb, P., Bogard, J.R., Subasinghe, R., Phillips, M.J. & Allison, E.H. 2016. Sustaining healthy diets: the role of capture fisheries and aquaculture for improving nutrition in the post-2015 era. <http://dx.doi.org/10.1016/j.foodpol.2016.02.005>
- Troell, M., Naylor, R.L., Metian, M., Beveridge, M., Tyedmers, P.H., Folke, C., Arrow, K.J., Barrett, S., Crépin, A.S., Ehrlich, P.R. & Gren, Å. 2014. Does aquaculture add resilience to the global food system? *Proceedings of the National Academy of Sciences*, 111(37), pp. 13257-13263.
- Weeratunge, N., Pemsil, D., Rodriguez, P., Chen, O. L., Badjeck, M. C., Schwarz, A. M.,... & Kelling, I. (2011). Planning the use of fish for food security in Solomon Islands. *Partenariat d'appui au Triangle de corail*, 51.
- Willman, R., Kelleher, K., Arnason, R., & Franz, N. 2009. The sunken billions: the economic justification for fisheries reform. IBRD/FAO.

En collaboration avec:



Led by IFPRI



www.fao.org/3/a-i6227f.pdf